

ACTUALITÉ

DES PROCÉDURES COLLECTIVES

CIVILES ET COMMERCIALES

Supplément au N° 20, 14 décembre 2020

BIMENSUEL - ISSN 1286-4552

Jocelyne VALLANSAN
Professeur

Pierre CAGNOLI
Maître de conférences

Laurence FIN-LANGER
Maître de conférences

Et le Centre de recherche
en droit privé de l'Université
de Caen

TABLES ANNUELLES 2020

Table des auteurs	<i>(page 1)</i>
Index alphabétique général	<i>(page 4)</i>
Table chronologique de jurisprudence	<i>(page 14)</i>
Table chronologique des textes	<i>(page 18)</i>

Récapitulatif par numéro

n° 1 - 17 janvier 2020.....	comm. 1 à 16
n° 2 - 31 janvier 2020.....	comm. 17 à 31
n° 3 - 14 février 2020.....	comm. 32 à 45
n° 4 - 28 février 2020.....	comm. 46 à 60
n° 5 - 13 mars 2020.....	comm. 61 à 72
n° 6 - 27 mars 2020.....	comm. 73 à 86
n° 7 - 10 avril 2020.....	comm. 87 à 102
n° 8 - 27 avril 2020.....	comm. 103 à 114
n° 9 - 5 mai 2020.....	comm. 115 à 122
n° 10 - 27 mai 2020.....	comm. 123 à 136
n° 11 - 15 juin 2020.....	comm. 137 à 149
n° 12 - 29 juin 2020.....	comm. 150 à 164
n° 13 - 22 juillet 2020.....	comm. 165 à 176
n° 14 - 14 septembre 2020.....	comm. 177 à 192
n° 15 - 28 septembre 2020.....	comm. 193 à 207
n° 16 - 12 octobre 2020.....	comm. 208 à 222
n° 17 - 26 octobre 2020.....	comm. 223 à 235
n° 18 - 17 novembre 2020.....	comm. 236 à 249
n° 19 - 30 novembre 2020.....	comm. 250 à 262
n° 20 - 14 décembre 2020.....	comm. 263 à 276

Président-Directeur Général, Directeur de la publication : Philippe Carillon
Directrice éditoriale :
Clémentine Kleitz
clementine.kleitz@lexisnexus.fr
Rédacteur en chef :
Marie-France Bonneau
marie-france.bonneau@lexisnexus.fr
Chargée d'édition :
Lucie Landais
lucie.landais@lexisnexus.fr

Relations clients :
Tél.: 0171724770
relation.clients@lexisnexus.fr
www.lexisnexus.fr
Abonnement annuel 2020
France métropolitaine : 305,28 € TTC
Prix de vente au numéro : 35,74 € TTC
Dom-Tom et Étranger : 329,00 € HT Prix de vente au numéro : 39,00 € HT Offre spéciale étudiants :
<http://etudiant.lexisnexus.fr/>

Commission paritaire
n° 0222 T 80326
N° Impr. 5982 - N° Édit. 5800 Dépôt
Légal à parution
LexisNexus SA
SA au capital de 1 584 800 € 552 029
431 RCS Paris
Principal associé :
Reed Elsevier France SA

Siège social :
141, rue de Javel - 75747 Paris Cedex
15 Evoluprint - Parc industriel Euronord
10 rue du Parc - 31150 Bruguères
Origine du papier : Pologne
Taux de fibres recyclées : 5%
Certification : 100 %
Impact sur l'eau : PTOT = 0,02 kg/tonne



Olivier ANFRAY

- Portabilité et liquidation judiciaire : l'avis de l'Administration (*Salariés*) repère 150 (n° 12 - 29 juin)

Aïda BENNINI

- Recevabilité de l'action en résolution du plan de sauvegarde d'un créancier soumise à la condition d'une créance certaine, liquide et exigible (*Plan de sauvegarde*) alerte 120 (n° 9 - 5 mai)
- Réaffirmation de l'application des règles du droit des entreprises en difficulté aux professions libérales n'ayant pas cessé d'exercer leur activité à titre individuel (*Qualité du débiteur*) alerte 199 (n° 15 - 28 septembre)

Thomas BESSE

- Dessaisissement du débiteur en liquidation judiciaire et constitution de partie civile : épilogue (*Dessaisissement*) alerte 228 (n° 17 - 26 octobre)

Nicolas BORGA

- Le nantissement de compte bancaire à l'épreuve de la procédure collective (*Contrat de prêt*) repère 61 (n° 5 - 13 mars)
- Déclarer une créance suppose... d'être titulaire d'un droit de créance ! (*Déclaration de créance*) repère 177 (n° 14 - 14 septembre)

Olivier BUISINE

- Covid-19 : adaptation temporaire du droit des entreprises en difficulté (*Covid-19*) repère 103 (n° 8 - 27 avril)

Pierre CAGNOLI

- Extinction de la créance irrégulièrement déclarée : la Cour de cassation assume sa position, au profit des cautions (*Cautions - Déclaration de créance irrégulière*) alerte 39 (n° 3 - 14 février)
- Relevé de forclusion et admission d'une créance au passif par une même ordonnance : il faut former deux recours distincts ! (*Relevé de forclusion*) alerte 69 (n° 5 - 13 mars)
- Exclusion de la résidence principale pour l'appréciation de l'actif du débiteur demandant le rétablissement professionnel (*Rétablissement professionnel*) alerte 74 (n° 6 - 27 mars)
- Le référé provision, technique de récupération des fonds saisis à tort, à la suite de la clôture d'une liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif (*Liquidation judiciaire - Clôture*) alerte 79 (n° 6 - 27 mars)
- Prorogation des délais légaux impartis à peine de sanction (*Procédure*) alerte 113 (n° 8 - 27 avril)
- Dispositions applicables devant les juridictions judiciaires non répressives (*Procédure*) alerte 114 (n° 8 - 27 avril)
- Un nouveau privilège doublement général : l'apport en trésorerie réalisé au profit d'une entreprise exécutant un plan (*Plans de sauvegarde et de redressement*) alerte 144 (n° 11 - 15 juin)
- Autres mesures posées pour faciliter l'adoption et l'exécution du plan (*Plans de sauvegarde et de redressement*) alerte 145 (n° 11 - 15 juin)
- L'action en responsabilité pour insuffisance d'actif est bien une action en responsabilité ! (*Dirigeants - Responsabilité pour insuffisance d'actif*) alerte 181 (n° 14 - 14 septembre)
- L'interruption de la prescription à l'égard du garant réel, résultant de la déclaration de créance au passif du débiteur liquidé, dure jusqu'au prononcé du jugement de clôture (*Sûreté réelle pour autrui - Clôture de la procédure*) alerte 185 (n° 14 - 14 septembre)
- La suspension de la prescription : une consolation pour le créancier négligent, en cas d'échec du plan

(*Créances antérieures - Prescription*) alerte 225 (n° 17 - 26 octobre)

- Il n'y a pas lieu de statuer sur l'appel d'un jugement réputé non avenu pour non-respect des formalités de reprise d'instance (*Voies de recours*) alerte 231 (n° 17 - 26 octobre)
- Augmentation des délais de déclaration de créance à raison des distances : l'indifférence d'une succursale en France ? (*Créances antérieures - Déclaration*) alerte 267 (n° 20 - 14 décembre)
- Reprise possible d'une liquidation judiciaire clôturée pour insuffisance d'actif, aux fins d'exécution forcée de la condamnation du dirigeant au comblement de passif (*Liquidation judiciaire - Reprise*) alerte 272 (n° 20 - 14 décembre)

Agnès CERF

- Banqueroute par maintien d'une rémunération excessive au regard de la situation de l'entreprise et motivation des peines (*Sanctions pénales*) alerte 164 (n° 12 - 29 juin)

Maxime DIESBECQ

- Les mandataires de justice ne sont pas des assurances loyers impayés (*Responsabilité du liquidateur - Baux commerciaux*) alerte 81 (n° 6 - 27 mars)

Benjamin FERRARI

- Le dessaisissement ne constitue pas un changement de capacité au sens de l'article 370 CPC ! (*Liquidation judiciaire*) repère 87 (n° 7 - 10 avril)
- Incidence du défaut de comparution du liquidateur à l'instance sur l'exercice des droits propres du débiteur (*Instance en cours*) repère 223 (n° 17 - 26 octobre)

Laurence FIN-LANGER

- Interdiction pour la partie civile d'inscrire une hypothèque pour garantir le paiement de sa créance indemnitaire fixée par un jugement postérieur (*Interdiction des inscriptions*) alerte 4 (n° 1 - 17 janvier)
- Précision sur l'opposabilité d'une DNI et la date de naissance d'une créance (*Créanciers antérieurs - Opposabilité de la DNI*) alerte 47 (n° 4 - 28 février)
- Faute de gestion commise pendant la période d'observation en cas de résolution du plan suivie d'une liquidation judiciaire (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) alerte 57 (n° 4 - 28 février)
- Le comité d'entreprise est un professionnel du tourisme qui ne peut bénéficier de la garantie financière en cas de faillite de l'agence de voyage (*Garantie financière professionnelle*) alerte 94 (n° 7 - 10 avril)
- Précisions sur la mise en cause du commissaire à l'exécution du plan dans les instances prud'homales (*Salariés*) alerte 95 (n° 7 - 10 avril)
- Mesures intéressant le Livre VI du Code de commerce (*Adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises*) alerte 105 (n° 8 - 27 avril)
- Mesures intéressant le financement des entreprises (*Soutien aux entreprises en difficulté*) alerte 107 (n° 8 - 27 avril)
- Mesures financières intéressant les salariés (*Salariés*) alerte 111 (n° 8 - 27 avril)
- Mesures d'urgence impactant l'organisation sociale des entreprises (*Salariés*) alerte 112 (n° 8 - 27 avril)
- Le juge judiciaire peut désormais accorder des remises de cotisations sociales en cas de précarité de l'assuré (*Délais et remises*) alerte 151 (n° 12 - 29 juin)
- L'indemnisation des salariés licenciés dans une liquidation judiciaire à la suite de l'annulation de l'homologation d'un PSE (*Salariés*) alerte 157 (n° 12 - 29 juin)
- Un possible paiement des créances postérieures utiles par compensation légale (*Compensation*) alerte 200 (n° 15 - 28 septembre)

- Recevabilité du contentieux de la cause réelle et sérieuse du licenciement notifié par le liquidateur et responsabilité pour insuffisance d'actifs du dirigeant (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 206** (n° 15 - 28 septembre)

- Quelle responsabilité pour l'administrateur nommé dans une procédure de sauvegarde qui ne résilie pas le bail commercial alors qu'il n'a pas les fonds disponibles ? (*Administration de l'entreprise*)..... **alerte 239** (n° 18 - 17 novembre)

- Déclaration notariée d'insaisissabilité et arrêt des poursuites (*Arrêt des poursuites*)..... **alerte 241** (n° 18 - 17 novembre)

Bertille GHANDOUR

- Exercer une voie de recours en droit des procédures collectives : l'art et la manière (*Voies de recours*)..... **repère 1** (n° 1 - 17 janvier)

- Limites de l'irresponsabilité du banquier du fait des concours consentis à l'entreprise en procédure collective (*Responsabilité du banquier*)..... **repère 236** (n° 18 - 17 novembre)

Armelle GOSSELIN-GORAND

- Règlement européen insolvabilité : nécessité pour le juge de vérifier et de justifier sa compétence internationale (*Compétence internationale*)..... **alerte 136** (n° 10 - 27 mai)

David JACOTOT

- Énonciation du motif économique aux bénéficiaires du contrat de sécurisation professionnelle (*Contrat de sécurisation professionnelle*)..... **repère 208** (n° 16 - 12 octobre)

Gérard JAZOTTES

- La sanction de la consultation irrégulière d'un créancier lors de la préparation du plan (*Plan de sauvegarde*)..... **repère 17** (n° 2 - 31 janvier)

Karl LAFAURIE

- L'application de la responsabilité pour insuffisance d'actif et de l'interdiction de gérer au représentant permanent d'une société dirigeante (*Sanctions civiles*)..... **alerte 56** (n° 4 - 28 février)

- Point de départ du délai de la tierce opposition à la décision de report de la date de cessation des paiements (*Voies de recours*)..... **alerte 187** (n° 14 - 14 septembre)

Thierry LAMULLE

- La loi de finances pour 2020 et les procédures collectives (*Créanciers publics*)..... **alerte 35** (n° 3 - 14 février)

- Régime fiscal des renoncements aux loyers par les bailleurs et des aides versées par le fonds de solidarité (*Créanciers publics - Contrats en cours*)..... **alerte 143** (n° 11 - 15 juin)

Thierry LE BARS

- Encourent la déchéance du bénéfice de la procédure de surendettement les débiteurs qui aggravent leur endettement, en augmentant leurs charges de remboursement au titre d'un contrat de location avec option d'achat souscrit par un prête-nom, sans avoir obtenu l'accord des créanciers, de la commission ou du juge (*Surendettement - Notion d'emprunt*)..... **alerte 21** (n° 2 - 31 janvier)

- En cas d'inexécution par le débiteur des mesures recommandées homologuées, le créancier ne recouvre le droit de pratiquer des mesures d'exécution que dans le cas où il est mis fin au plan soit par une décision du juge statuant en matière de surendettement soit par l'effet d'une clause résolutoire prévue par ces mesures ou par l'ordonnance les homologuant (*Surendettement, inexécution des mesures recommandées homologuées*)..... **alerte 33** (n° 3 - 14 février)

- Lorsque la déclaration d'appel tend à la réformation du jugement sans mentionner les chefs de jugement qui sont critiqués, l'effet dévolutif n'opère pas. Le juge d'appel, qui n'est alors saisi d'aucune demande,

excède ses pouvoirs s'il statue au fond (*Voies de recours*)..... **alerte 102** (n° 7 - 10 avril)

Christine LEBEL

- Particularisme de la responsabilité dans le passif d'une coopérative agricole en liquidation judiciaire (*Sort des associés*)..... **repère 165** (n° 13 - 22 juillet)

Stéphane LECLERC

- La Commission européenne adopte un encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 (*Aides publiques*)..... **alerte 116** (n° 9 - 5 mai)

- La Commission européenne prolonge et étend l'encadrement temporaire des mesures d'aides d'État visant à soutenir les entreprises dans le contexte de crise sanitaire (*Aides d'État*)..... **alerte 265** (n° 20 - 14 décembre)

Véronique LEGRAND

- Rappel de la compétence exclusive de la juridiction de l'État d'ouverture de la procédure en matière d'actions annexes à procédure d'insolvabilité (*Procédure d'insolvabilité*)..... **alerte 175** (n° 13 - 22 juillet)

- Reconnaissance de plein droit des effets d'une procédure d'insolvabilité ouverte au Royaume-Uni et pouvoirs du syndic sur l'immeuble du débiteur situé en France (*Réalisation de l'actif - Procédure d'insolvabilité*)..... **alerte 246** (n° 18 - 17 novembre)

Erwan MERLY

- Crise du Covid-19 : des mesures d'urgence et après ? (*Crise du Covid-19*)..... **repère 123** (n° 10 - 27 mai)

Florent PETIT

- Fonds de premier secours : de la faute de gestion à la pertinence des critères d'attribution (*Aides publiques*)..... **alerte 23** (n° 2 - 31 janvier)

- À propos du « délai satisfaisant » de l'action en responsabilité solidaire du dirigeant (LPF, art. L. 267) (*Responsabilité fiscale du dirigeant*)..... **alerte 29** (n° 2 - 31 janvier)

- De l'éligibilité de l'associé d'un GAEC (*Conditions d'ouverture de la procédure*)..... **alerte 64** (n° 5 - 13 mars)

- Des modalités de reprise des poursuites individuelles (*Clôture de la liquidation judiciaire*)..... **alerte 71** (n° 5 - 13 mars)

- Mesures intéressant le Livre VI du Code de commerce (*Adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises*)..... **alerte 105** (n° 8 - 27 avril)

- Mesures intéressant le financement des entreprises (*Soutien aux entreprises en difficulté*)..... **alerte 107** (n° 8 - 27 avril)

- Mesures d'urgence relatives aux comptes sociaux (*Droit des sociétés*)..... **alerte 108** (n° 8 - 27 avril)

- Mesures d'urgence relatives à la tenue des assemblées (*Droit des sociétés*)..... **alerte 109** (n° 8 - 27 avril)

- Mesures intéressant la commande publique et les contrats publics (*Contrats et marchés publics*)..... **alerte 110** (n° 8 - 27 avril)

- Ordonnance n° 2020-341 : quelle incidence sur les fonctions de la cessation des paiements ? (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*)..... **alerte 128** (n° 10 - 27 mai)

- Incidence des ordonnances Covid-19 sur le délai de déclaration de l'état de cessation des paiements (*Covid-19*)..... **alerte 166** (n° 13 - 22 juillet)

- Du sort du débiteur surendetté marié à un chef d'entreprise en liquidation judiciaire (*Conditions d'éligibilité*)..... **alerte 176** (n° 13 - 22 juillet)

- La cession d'entreprise au dirigeant : une réalité choquante ? (*Plan de cession*)..... **alerte 216** (n° 16 - 12 octobre)

- Un pas de plus vers un traitement particulier de l'insolvabilité des personnes physiques ? (*Sort du dirigeant et de son conjoint*)..... **alerte 221** (n° 16 - 12 octobre)

- Des conditions d'application de l'article L. 641-11-1, IV du Code de commerce (*Contrats en cours*)..... **alerte 251** (n° 19 - 30 novembre)

- Bail d'habitation en cours : la résiliation fondée sur l'article L. 641-11-1, IV du Code de commerce n'exclut pas l'application des dispositions de la loi de 1989 ! (*Contrats en cours*) **alerte 252** (n° 19 - 30 novembre)

Florence REILLE

- Créance d'honoraires de l'avocat assistant le débiteur dans l'exercice de ses droits propres : toujours régulièrement née et seulement potentiellement utile (?) (*Créance postérieure utile*) **repère 263** (n° 20 - 14 décembre)

David ROBINE

- Contestation du plan par les obligataires membres de l'AJO : le rôle limité de l'article L. 626-34-1 du Code de commerce (*Plan de sauvegarde*) **repère 115** (n° 9 - 5 mai)

Blandine ROLLAND

- Petit exercice de qualification juridique en matière de créance relative à des obligations environnementales (*Créance environnementale*) **repère 73** (n° 6 - 27 mars)

Bernard SAINTOURENS

- Opposition à la fusion et exception à l'interdiction des voies d'exécution dans la procédure collective de la société absorbante (*Arrêt des voies d'exécution*) **repère 250** (n° 19 - 30 novembre)

Karim SALHI

- La cour d'appel infirmant un jugement statuant sur le recours formé contre des mesures imposées doit

arrêter le plan d'apurement du passif du débiteur, sous peine de méconnaître l'étendue de ses pouvoirs (*Surendettement*) **alerte 262** (n° 19 - 30 novembre)

Olivier STAES

- Vérification des créances : le créancier n'est tenu à aucune diligence, même sur injonction du juge-commissaire (*Déclaration de créance*) **repère 46** (n° 4 - 28 février)
- Contestation de créance : questions de compétence (*Compétence du tribunal de la procédure collective*) **repère 193** (n° 15 - 28 septembre)

Julien THÉRON

- Contestation sérieuse et absence de désignation de la partie devant saisir la juridiction du fond (*Vérification des créances*) **repère 137** (n° 11 - 15 juin)

Régis VABRES

- Déclaration à titre provisionnel des créances sociales : prise en compte des créances munies d'un titre exécutoire (*Créance publique*) **repère 32** (n° 3 - 14 février)

Jocelyne VALLANSAN

- Un candidat à l'acquisition d'un bien dans le cadre d'une liquidation judiciaire ne peut se rétracter si l'ordonnance est conforme à son offre (*Réalisation de l'actif*) **alerte 11** (n° 1 - 17 janvier)
- Le paiement par le liquidateur de la créance d'intérêts qui a été admise ne correspond pas nécessairement au montant admis (*Admission des créances*) **alerte 214** (n° 16 - 12 octobre)

A

ABANDON DE CRÉANCE

- Fiscalité**
 - Crise de la Covid-19..... **alerte 143 (n° 11 - 15 juin)**
- Loyers**
 - Crise de la Covid-19
 - Régime fiscal..... **alerte 130 (n° 10 - 27 mai)**

ABSENCE DE COOPÉRATION

- Caractérisation**..... **alerte 80**

ABSENCE DE DÉCLARATION DE CESSATION DES PAIEMENTS

- Simple négligence**
 - Notion..... **alerte 72**

ACTIF DISPONIBLE

- Notion**
 - Immeuble en cours de vente..... **alerte 210 (n° 16 - 12 octobre)**

ACTION DIRECTE

- CPAM**
 - Avances
 - Absence de déclaration de la créance de remboursement..... **alerte 5**

ACTION EN REVENDEICATION

- Requête en déferé portée par le liquidateur**
 - Indivisibilité
 - Nécessité de mettre en cause la société liquidée..... **alerte 15 (n° 1 - 17 janvier)**

ACTION PAULIENNE

- Renonciation à succession**
 - Inopposabilité
 - Effets..... **alerte 70 (n° 5 - 13 mars)**

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

- Mission après l'adoption du plan**
 - Pourvoi en cassation contre l'arrêt annulant le plan..... **alerte 65 (n° 5 - 13 mars)**
- Mission de surveillance**
 - Responsabilité
 - Contrat en cours. **alerte 239 (n° 18 - 17 novembre)**

ADMISSION DES CRÉANCES

- Admission à titre privilégié**
 - Autorité de la chose jugée
 - Absence d'exercice du recours prévu par la loi..... **alerte 155 (n° 12 - 29 juin)**
- Appel**
 - Parties intimées..... **alerte 189 (n° 14 - 14 septembre)**
- Autorité de la chose jugée**
 - Absence de réclamation devant le juge-commissaire..... **alerte 155 (n° 12 - 29 juin)**
- Créance d'intérêts**
 - Absence de production des éléments nécessaires au calcul du montant de la créance
 - Mesure d'instruction (non)..... **alerte 180 (n° 14 - 14 septembre)**
 - Paiement par le liquidateur
 - Révision du montant des intérêts dus..... **alerte 214 (n° 16 - 12 octobre)**
- Intérêts dont le cours n'est pas arrêté**
 - Paiements en cours de procédure collective
 - Arrêt du cours des intérêts non encore échus à la date du paiement..... **alerte 179 (n° 14 - 14 septembre)**
- Relevé de forclusion dans la même ordonnance**
 - Voies de recours..... **alerte 69 (n° 5 - 13 mars)**

AGENCE DE VOYAGE

- Garantie financière professionnelle**
 - Comité d'entreprise..... **alerte 94 (n° 7 - 10 avril)**

AGS

- Crise du Covid-19**..... **alerte 92 (n° 7 - 10 avril)**

AIDES D'ÉTAT

- Aides de minimis**
 - Aménagement
 - Prolongation..... **alerte 238 (n° 18 - 17 novembre)**
- Cadre temporaire**
 - Crise du Covid-19
 - Communication de la Commission européenne..... **alerte 116 (n° 9 - 5 mai)**
- Régime temporaire**
 - Prorogation
 - Crise de la Covid-19..... **alerte 265 (n° 20 - 14 décembre)**

AIDES PUBLIQUES

- Fonds de premier secours**
 - Critères d'attribution..... **alerte 23 (n° 2 - 31 janvier)**

ALERTE

- Commissaire aux comptes**
 - Crise du Covid-19..... **alerte 138 (n° 11 - 15 juin)**

APPEL

- Absence de mention des chefs de jugement critiqués**
 - Décision au fond
 - Excès de pouvoir..... **alerte 102 (n° 7 - 10 avril)**

ARRÊT DES COURS DES INTÉRÊTS

- Caractère définitif**
 - Plan de cession
 - Absence de reprise du cours des intérêts..... **alerte 68 (n° 5 - 13 mars)**

ARRÊT DES POURSUITES

- Action en paiement d'une somme d'argent**
 - Notion..... **alerte 240 (n° 18 - 17 novembre)**
- Actions concernées**
 - Demande d'annulation d'un contrat de vente et du contrat de prêt..... **alerte 240 (n° 18 - 17 novembre)**
- Créance de condamnation au comblement de l'insuffisance d'actif**
 - Dirigeant en liquidation judiciaire
 - Créance portée sur l'état des créances..... **alerte 14 (n° 1 - 17 janvier)**
- Déclaration notariée d'insaisissabilité**
 - Inopposabilité
 - Droits du créancier..... **alerte 241 (n° 18 - 17 novembre)**
- Instance en cours**
 - Appel en garantie
 - Constataion et fixation du montant de la créance..... **alerte 75 (n° 6 - 27 mars)**
- Instance en référé**
 - Demande de fixation d'une provision
 - Irrecevabilité..... **alerte 25 (n° 2 - 31 janvier)**
- Instance en vue de reconnaître l'existence d'une créance et d'en fixer le montant**
 - Interruption ou suspension de la prescription..... **alerte 225 (n° 17 - 26 octobre)**
- Restitution d'une somme séquestrée**..... **alerte 226 (n° 17 - 26 octobre)**

ARRÊT DES VOIES D'EXÉCUTION

- Fusion-absorption**
 - Opposition d'un créancier..... **repère 250 (n° 19 - 30 novembre)**
 - **alerte 253 (n° 19 - 30 novembre)**
- Saisie conservatoire**
 - Garantie d'une condamnation en responsabilité pour insuffisance d'actif. **alerte 14 (n° 1 - 17 janvier)**
- Saisie pénale**..... **alerte 26 (n° 2 - 31 janvier)**

ASSIGNATION EN REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRES

- Exclusivité de la demande**
 - Demande de remboursement des frais hors dépens..... **alerte 209 (n° 16 - 12 octobre)**

ASSOCIÉ D'UN GAEC

Absence d'éligibilité aux procédures du livre VI du Code de commerce..... **alerte 64** (n° 5 - 13 mars)

AUTO-ENTREPRENEUR

Requalification
Salarial
Redressement de cotisations sociales..... **alerte 6** (n° 1 - 17 janvier)

AVANCES EN COMPTE COURANT

Organismes de placement collectif de capital investissement
Sociétés de capital-risque..... **alerte 172** (n° 13 - 22 juillet)

B

BAIL COMMERCIAL

Action en constatation de la résiliation de plein droit
Défaut de paiement des loyers et charges postérieurs à l'ouverture de la procédure
Commandement de payer (non)..... **alerte 78** (n° 6 - 27 mars)

BAIL D'EXPLOITATION

Poursuite
Absence de paiement des loyers
Responsabilité de l'administrateur judiciaire..... **alerte 239** (n° 18 - 17 novembre)
Responsabilité du mandataire de justice..... **alerte 81** (n° 6 - 27 mars)

Résiliation de plein droit
Demande de constatation
Absence de commandement..... **alerte 67** (n° 5 - 13 mars)

BANQUEROUTE

Rémunération excessive
Motivation..... **alerte 164** (n° 12 - 29 juin)

C

CAUTION

Bénéfice de subrogation
Accord entre le créancier et le cessionnaire
Reprise du stock gagé à vil prix..... **alerte 82** (n° 6 - 27 mars)

Cession d'entreprise
Transfert des sûretés
Cautionnement d'un emprunt..... **alerte 40** (n° 3 - 14 février)

Décharge
Perte du bénéfice de subrogation
Opération de fusion absorption..... **alerte 230** (n° 17 - 26 octobre)

Déclaration de créance irrégulière
Extinction de la créance
Exception inhérente à la dette..... **alerte 39** (n° 3 - 14 février)

CESSATION DES PAIEMENTS

Actif disponible
Notion
Immeuble en cours de vente..... **alerte 210** (n° 16 - 12 octobre)

Crise de la Covid-19
Cristallisation au 12 mars 2020
Conséquences..... **alerte 128** (n° 10 - 27 mai)

Délai pour déclarer
Covid-19..... **alerte 166** (n° 13 - 22 juillet)

Report de la date
Qualité pour agir
Ancien dirigeant..... **alerte 211** (n° 16 - 12 octobre)
Régularisation de l'assignation
Délai..... **alerte 2** (n° 1 - 17 janvier)
Tierce opposition
Intérêt à agir..... **alerte 187** (n° 14 - 14 septembre)
Point de départ du délai..... **alerte 187** (n° 14 - 14 septembre)

CESSION DE GRÉ À GRÉ

Autorisation du juge-commissaire
Absence de droit de rétractation de l'acquéreur..... **alerte 11** (n° 1 - 17 janvier)

CESSION D'ÉLÉMENTS D'ACTIFS ISOLÉS

Absence de plan de cession
Transfert des contrats de travail..... **alerte 244** (n° 18 - 17 novembre)

CESSION D'ENTREPRISE

Convocation des cocontractants cédés et des titulaires de sûretés spéciales
Réduction des délais..... **alerte 147** (n° 11 - 15 juin)
Interdiction d'acquiescer
Assouplissement..... **alerte 147** (n° 11 - 15 juin)
Poursuite des contrats de travail
Créances salariales
Absence de solidarité entre le cédant et le repreneur..... **alerte 217** (n° 16 - 12 octobre)

Reprise du stock gagé à vil prix
Accord entre le créancier et le cessionnaire
Bénéfice de subrogation de la caution..... **alerte 82** (n° 6 - 27 mars)

Transfert des sûretés
Cautionnement..... **alerte 40** (n° 3 - 14 février)

CLÔTURE POUR EXTINCTION DE PASSIF

Demande d'exécution des décisions de condamnation des cautions
Qualité pour agir du débiteur
Décision obtenue par le liquidateur ès qualités..... **alerte 271** (n° 20 - 14 décembre)

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Non-reprise des poursuites
Garant réel
Interruption de la prescription liée à la déclaration de créance..... **alerte 185** (n° 14 - 14 septembre)
Saisie attribution..... **alerte 79** (n° 6 - 27 mars)

Reprise de la liquidation judiciaire
Exécution forcée de la condamnation du dirigeant..... **alerte 272** (n° 20 - 14 décembre)

Reprise des poursuites individuelles
Autorisation du tribunal de la procédure collective
Autorisation antérieure à la décision de la juridiction saisie..... **alerte 71** (n° 5 - 13 mars)

COMITÉ D'ENTREPRISE

Organisation de voyages
Défaillance de l'agence de voyage
Garantie financière professionnelle..... **alerte 94** (n° 7 - 10 avril)

COMPENSATION

Condition de connexité
Créances postérieures utiles..... **alerte 200** (n° 15 - 28 septembre)

COMPÉTENCE

Cours d'appel spécialisées..... **alerte 19** (n° 2 - 31 janvier)
Juge de l'exécution
Demande de remise des fonds séquestrés au liquidateur
Caducité de la procédure de distribution du prix de vente..... **alerte 276** (n° 20 - 14 décembre)

Tribunal de la procédure collective
Action en garantie à l'encontre de la société mère
Société américaine..... **alerte 54** (n° 4 - 28 février)
Contestation de la validité du TEG
Application de la clause attributive de compétence..... **repère 193** (n° 15 - 28 septembre)
alerte 207 (n° 15 - 28 septembre)

CONCILIATION

Durée de la procédure
Crise de la Covid-19..... **alerte 264** (n° 20 - 14 décembre)
Mesures imposées aux créanciers
Crise du Covid-19..... **alerte 139** (n° 11 - 15 juin)

CONDITIONS D'OUVERTURE

Crise du Covid-19

Sauvegardes accélérées, liquidation judiciaire simplifiée, rétablissement professionnel..... **alerte 140** (n° 11 - 15 juin)

Qualité du débiteur

Activité professionnelle indépendante
Exercice à titre individuel..... **alerte 199** (n° 15 - 28 septembre)

Associé d'un GAEC..... **alerte 64** (n° 5 - 13 mars)

CONTESTATION DE CRÉANCE

Absence de saisine de la juridiction compétente

Forclusion
Possibilité de faire fixer la créance..... **repère 137** (n° 11 - 15 juin)
..... **alerte 142** (n° 11 - 15 juin)

Compétence

Admission des créances
Juge-commissaire..... **alerte 135** (n° 10 - 27 mai)

Contestation sérieuse

Absence de mention de la partie devant saisir le juge-compétent
Erreur de droit..... **repère 137** (n° 11 - 15 juin)
..... **alerte 142** (n° 11 - 15 juin)

CONTRAT D'APPRENTISSAGE

Liquidation judiciaire

Rupture du contrat
Indemnisation forfaitaire..... **alerte 159** (n° 12 - 29 juin)

Rupture par le liquidateur

Rupture d'un commun accord
Indemnisation..... **alerte 50** (n° 4 - 28 février)

CONTRAT DE PRÊT

Clause aggravant la situation du débiteur

Article L. 622-13 du Code de commerce..... **repère 61** (n° 5 - 13 mars)
..... **alerte 66** (n° 5 - 13 mars)

CONTRAT DE SÉCURISATION PROFESSIONNELLE

Absence de licenciement économique

Remboursement des indemnités chômage
Dédution de la contribution servant au financement de ce dispositif..... **alerte 53** (n° 4 - 28 février)

Énonciation du motif économique

Information donnée au cours de la procédure de licenciement..... **alerte 203** (n° 15 - 28 septembre)

Modalités
Visa de l'ordonnance du juge-commissaire..... **repère 208** (n° 16 - 12 octobre)
..... **alerte 215** (n° 16 - 12 octobre)

Information du salarié

Délai de contestation de la rupture du contrat de travail
Délai mentionné dans le document Unédic remis au salarié..... **alerte 52** (n° 4 - 28 février)

CONTRAT DE TRAVAIL

Cession

Champ d'application de l'article L. 1224-1
Procédure d'insolvabilité..... **alerte 10** (n° 1 - 17 janvier)

Cession de fonds de commerce

Absence de transfert de plein droit
Liquidation judiciaire..... **alerte 198** (n° 15 - 28 septembre)

Champ d'application de l'article L. 1244-1 du Code du travail

Cession d'éléments d'actif isolés..... **alerte 244** (n° 18 - 17 novembre)

Date de résiliation

Date du jugement de liquidation judiciaire
Date de la décision judiciaire prononçant la résiliation du contrat..... **alerte 7** (n° 1 - 17 janvier)

Demande de résiliation

Compensation
Condition de connexité

Créances postérieures utiles..... **alerte 201** (n° 15 - 28 septembre)

Présomption

Requalification
Auto-entrepreneur..... **alerte 6** (n° 1 - 17 janvier)

CONTRAT EN COURS

Contrat de travail

Demande de résiliation
Absence de visite médicale de reprise..... **alerte 201** (n° 15 - 28 septembre)

Poursuite

Responsabilité de l'administrateur judiciaire
Bail d'exploitation..... **alerte 239** (n° 18 - 17 novembre)

Résiliation

Conditions
Nécessité de liquidation judiciaire et absence d'atteinte excessive aux intérêts du cocontractant. **alerte 251** (n° 19 - 30 novembre)

Contrat soumis à des dispositions d'ordre public..... **alerte 252** (n° 19 - 30 novembre)

Trouble manifestement illicite

Domage imminent
Compétence du juge des référés..... **repère 61** (n° 5 - 13 mars)
..... **alerte 66** (n° 5 - 13 mars)

COOPÉRATIVE

Qualité d'associé coopérateur

Obligation au passif..... **repère 165** (n° 13 - 22 juillet)
..... **alerte 174** (n° 13 - 22 juillet)

COTISATIONS AGS

Assiette de calcul..... **alerte 160** (n° 12 - 29 juin)

COTISATIONS SOCIALES

Délais et remises

Compétence
Juge saisi d'un recours contre la décision d'une caisse..... **alerte 151** (n° 12 - 29 juin)

Report d'échéances

Covid-19
Fin des mesures..... **alerte 152** (n° 12 - 29 juin)

COVID-19

Aides ad hoc..... **alerte 170** (n° 13 - 22 juillet)

Aides d'État

Cadre temporaire..... **alerte 106** (n° 8 - 27 avril)

Cirques animaliers et parcs zoologiques

Aide financière..... **alerte 169** (n° 13 - 22 juillet)

Commande publique

Dispositions en faveur des PME..... **alerte 173** (n° 13 - 22 juillet)

Délais

Déclaration de cessation des paiements... **alerte 166** (n° 13 - 22 juillet)

Dirigeants

Rétablissement personnel
Effacement des dettes professionnelles..... **alerte 198** (n° 15 - 28 septembre)

Fonds de solidarité

Prolongation
Contrôle..... **alerte 168** (n° 13 - 22 juillet)
Régime fiscal et social..... **alerte 167** (n° 13 - 22 juillet)

Mesures d'urgence

Compétence et procédure..... **alerte 114** (n° 8 - 27 avril)
Contrats et marchés publics..... **alerte 110** (n° 8 - 27 avril)
Droit des sociétés

Assemblées..... **alerte 109** (n° 8 - 27 avril)
Comptes sociaux..... **alerte 108** (n° 8 - 27 avril)

Droit du travail..... **alerte 111** (n° 8 - 27 avril)
..... **alerte 112** (n° 8 - 27 avril)

Entrée en vigueur et durée..... **alerte 104** (n° 8 - 27 avril)
Financement des entreprises

Aides aux entreprises..... **alerte 107** (n° 8 - 27 avril)
Livre VI du Code de commerce..... **alerte 105** (n° 8 - 27 avril)

Prorogation des délais..... **alerte 113** (n° 8 - 27 avril)

Mesures relatives aux entreprises en difficulté..... **repère 103** (n° 8 - 27 avril)

Prêt garanti par l'État

Mise en oeuvre de la garantie
Délai de carence..... **alerte 171** (n° 13 - 22 juillet)

Prévention des difficultés

Activité partielle de longue durée..... **alerte 195** (n° 15 - 28 septembre)

- Arrêt de l'exécution provisoire
Rappel de salaires..... **alerte 196** (n° 15 - 28 septembre)
- Dettes fiscales nées pendant la crise sanitaire
Plan de règlement..... **alerte 197** (n° 15 - 28 septembre)
- Mise à disposition de personnel et contrats à durée déterminée..... **alerte 194** (n° 15 - 28 septembre)

Soutien aux entreprises en difficulté

- Avances en compte courant
Organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque..... **alerte 172** (n° 13 - 22 juillet)

CRÉANCE ANTÉRIEURE

Déclaration à titre provisionnel

- URSSAF..... **repère 32** (n° 3 - 14 février)

CRÉANCE DE COTISATIONS SOCIALES

Liquidation judiciaire

- Sort des créances déclarées et non-déclarées..... **alerte 93** (n° 7 - 10 avril)

CRÉANCE DE REMBOURSEMENT

Avances d'une CPAM

- Absence de déclaration de la créance
Action directe de la CPAM..... **alerte 5** (n° 1 - 17 janvier)

CRÉANCE ENVIRONNEMENTALE

Dépollution d'un site

- Cessation d'activité
Créance née pour les besoins du déroulement de la procédure (non)..... **repère 73** (n° 6 - 27 mars)
..... **alerte 76** (n° 6 - 27 mars)

CRÉANCE INDEMNITAIRE

Point de départ du délai de déclaration

- Interdiction des inscriptions
Hypothèque judiciaire..... **alerte 4** (n° 1 - 17 janvier)

CRÉANCE POSTÉRIEURE

Créance née pour les besoins du déroulement de la procédure (non)

- Créance de dépollution
Cessation d'activité..... **repère 73** (n° 6 - 27 mars)
..... **alerte 76** (n° 6 - 27 mars)

CRÉANCE POSTÉRIEURE UTILE

Honoraires d'avocats

- Exercice des droits propres du débiteur.. **repère 263** (n° 20 - 14 décembre)
..... **alerte 269** (n° 20 - 14 décembre)

Paiement par compensation

- Absence de connexité..... **alerte 200** (n° 15 - 28 septembre)

CRÉANCE PUBLIQUE

Dettes fiscales nées pendant la crise sanitaire

- Plan de règlement..... **alerte 197** (n° 15 - 28 septembre)

URSSAF

- Déclaration à titre provisionnel
Contrainte délivrée antérieurement au jugement d'ouverture. **repère 32** (n° 3 - 14 février)
..... **alerte 34** (n° 3 - 14 février)

CRÉANCE SALARIALE

Cession d'entreprise

- Poursuite des contrats de travail
Absence de solidarité entre le cédant et le repreneur..... **alerte 217** (n° 16 - 12 octobre)

Créance antérieure

- Arrêt des poursuites
Inscription sur l'état des créances..... **alerte 49** (n° 4 - 28 février)

Frais professionnels

- Prescription biennale..... **alerte 8** (n° 1 - 17 janvier)

Responsabilité délictuelle

- Action en garantie à l'encontre de la société mère américaine

- Compétence du tribunal de la procédure collective de la filiale.. **alerte 54** (n° 4 - 28 février)

Transmission sans délai du relevé à l'AGS

- Relevé sous la seule signature du mandataire judiciaire
Crise de la Covid-19..... **alerte 268** (n° 20 - 14 décembre)

CRÉDIT-BAIL

Nantissement des parts du sous-locataire dans la SCI crédit preneuse

- Cession de la créance de sous-loyers au profit du crédit bailleur
Déclaration de créance du crédit-bailleur dans la procédure collective du sous-locataire constituant de la garantie... **repère 177** (n° 14 - 14 septembre)
- Cession de la créance de sous-loyers au profit du crédit-bailleur
Déclaration de créance du crédit-bailleur dans la procédure collective du sous-locataire constituant de la garantie... **alerte 178** (n° 14 - 14 septembre)

CRISE DE LA COVID-19

Adaptation des procédures Aides d'État

- Cadre temporaire
Communication de la Commission européenne..... **alerte 116** (n° 9 - 5 mai)
- Fonds de solidarité
Modification des conditions d'éligibilité et du montant des aides. **alerte 117** (n° 9 - 5 mai)

Aides de minimis

- Aménagement
Prolongation..... **alerte 238** (n° 18 - 17 novembre)

Aides ponctuelles

- **alerte 153** (n° 12 - 29 juin)

Aménagement des règles de compétence et de procédure

- **alerte 274** (n° 20 - 14 décembre)

Aménagement des règles de procédure

- Communication entre la juridiction et les organes de la procédure. **alerte 275** (n° 20 - 14 décembre)

Cessation des paiements

- Date d'appréciation
Conséquences..... **alerte 128** (n° 10 - 27 mai)

Contrats publics

- Occupation du domaine public
Redevance..... **alerte 129** (n° 10 - 27 mai)

Cotisations sociales

- Report d'échéance
Fin des mesures..... **alerte 152** (n° 12 - 29 juin)

Fonds de solidarité

- Report d'échéances..... **alerte 153** (n° 12 - 29 juin)

Fiscalité

- **alerte 132** (n° 10 - 27 mai)

Régime

- **alerte 131** (n° 10 - 27 mai)

Formalités déclaratives

- Aménagement..... **alerte 127** (n° 10 - 27 mai)

Garantie des salaires

- Modalités de prise en charge
Durée..... **alerte 156** (n° 12 - 29 juin)

Impôt sur les sociétés

- Report d'échéances..... **alerte 153** (n° 12 - 29 juin)

Juges consulaires

- Formation
Prorogation de délai..... **alerte 125** (n° 10 - 27 mai)

Mesures d'urgence

- Aspects fiscaux..... **alerte 143** (n° 11 - 15 juin)

- État d'urgence sanitaire
Prolongation..... **alerte 124** (n° 10 - 27 mai)

- Perspectives et propositions..... **repère 123** (n° 10 - 27 mai)

Mesures prises par l'AGS

- **alerte 92** (n° 7 - 10 avril)

Prêt garanti par l'État

- Éligibilité..... **alerte 134** (n° 10 - 27 mai)

- Étendue et mise en oeuvre de la garantie de l'État..... **alerte 133** (n° 10 - 27 mai)

Prorogation des délais

- **alerte 118** (n° 9 - 5 mai)

Report des prélèvements sociaux

- Prolongation..... **alerte 237** (n° 18 - 17 novembre)

Tarifs des professions réglementées

- Entrée en vigueur..... **alerte 126** (n° 10 - 27 mai)

D

DÉCLARATION DE CRÉANCE

Créance de cotisations sociales

Déclaration à titre provisionnel
Contrainte délivrée antérieurement au jugement d'ouverture... **alerte 34** (n° 3 - 14 février)

Créance de remboursement
 Avances d'une CPAM
Action directe de la CPAM..... **alerte 5** (n° 1 - 17 janvier)

Créancier titulaire d'une sûreté réelle pour autrui
 Procédure collective du constituant de la garantie
Absence de créance envers le constituant de la garantie..... **repère 177** (n° 14 - 14 septembre)
 **alerte 178** (n° 14 - 14 septembre)

Déclaration à titre provisionnel
 URSSAF
Contrainte délivrée antérieurement au jugement d'ouverture. **repère 32** (n° 3 - 14 février)

Déclaration irrégulière
 Extinction de la créance
Libération de la caution. **alerte 39** (n° 3 - 14 février)

Délai de distance
 Débiteur ayant son siège social à l'étranger
Succursale en France..... **alerte 267** (n° 20 - 14 décembre)

Dommages-intérêts
 Rupture d'un contrat de collaboration libérale
Avocat..... **alerte 266** (n° 20 - 14 décembre)

Interruption de la prescription
 Sûreté réelle pour autrui
Clôture de la procédure pour insuffisance d'actif..... **alerte 185** (n° 14 - 14 septembre)

Renonciation au droit de déclarer
 Dissolution de société
Absence d'opposition du créancier..... **alerte 154** (n° 12 - 29 juin)

Vérification et admission de créances
 Péremption d'instance
Injonction du juge..... **repère 46** (n° 4 - 28 février)
 **alerte 48** (n° 4 - 28 février)

DÉCLARATION NOTARIÉE D'INSAISSABILITÉ

Inopposabilité
 Droits du créancier
Arrêt des poursuites..... **alerte 241** (n° 18 - 17 novembre)

Nullité de la période suspecte
 Application de la loi dans le temps
Prise en compte de la date d'ouverture de la procédure collective..... **alerte 36** (n° 3 - 14 février)

Opposabilité
 Date de naissance de la créance
Créance contractuelle.... **alerte 47** (n° 4 - 28 février)

DÉLAIS ET REMISES

Cotisations sociales
 Compétence
Juge saisi d'un recours contre la décision d'une caisse..... **alerte 151** (n° 12 - 29 juin)

DÉPÔTS DES COMPTES ANNUELS

Protection des données à caractère personnel
 Obligation proportionnée.... **alerte 224** (n° 17 - 26 octobre)

DESSAISSEMENT

Constitution de partie civile
 Limites de la qualité pour agir du débiteur
Indemnisation du préjudice..... **alerte 228** (n° 17 - 26 octobre)

Droit propre
 Reprise d'une instance interrompue
Mise en cause du mandataire judiciaire..... **repère 223** (n° 17 - 26 octobre)
 **alerte 227** (n° 17 - 26 octobre)

DIRIGEANT

Faillite personnelle et interdiction de gérer
 Comptabilité irrégulière... **alerte 247** (n° 18 - 17 novembre)

Liquidateur amiable
 Faute de gestion
Absence de constitution de provisions..... **alerte 43** (n° 3 - 14 février)

Responsabilité fiscale
 Délai pour agir..... **alerte 29** (n° 2 - 31 janvier)
 **alerte 30** (n° 2 - 31 janvier)

DIRIGEANT DE FAIT

Caractérisation
 Interdiction d'acquérir un bien de l'entreprise liquidée..... **alerte 38** (n° 3 - 14 février)

DROIT FISCAL

Retenue à la source sur les dividendes
 Sociétés déficitaires étrangères... **alerte 35** (n° 3 - 14 février)

E

EXTENSION DE PROCÉDURE

Confusion de patrimoines
 Extinction des dettes réciproques
Effets à l'égard des cautions... **alerte 271** (n° 20 - 14 décembre)

Limite temporelle
 Adoption d'un plan de cession partielle... **alerte 141** (n° 11 - 15 juin)

F

FAILLITE PERSONNELLE

Absence de coopération
 Caractérisation..... **alerte 80** (n° 6 - 27 mars)
Comptabilité irrégulière..... **alerte 247** (n° 18 - 17 novembre)
Réduction du quantum
 Unicité de la faute reprochée..... **alerte 148** (n° 11 - 15 juin)

FONDS DE SOLIDARITÉ

Covid-19
 Modification des conditions d'éligibilité et du montant des aides..... **alerte 117** (n° 9 - 5 mai)
 Prolongation
Contrôle..... **alerte 168** (n° 13 - 22 juillet)
 Régime fiscal et social..... **alerte 167** (n° 13 - 22 juillet)
Fiscalité
 Covid-19..... **alerte 143** (n° 11 - 15 juin)

FRAIS DE JUSTICE

Rémunération du commissaire-priseur judiciaire
 Mission d'inventaire et de prise
Absence de prise en charge des frais de transport et de gardiennage de véhicules..... **alerte 273** (n° 20 - 14 décembre)

FUSIONS TRANSFRONTALIÈRES

Entreprises en difficulté..... **alerte 20** (n° 2 - 31 janvier)

G

GARANTIE DES SALAIRES

Cotisations AGS
 Assiette de calcul..... **alerte 160** (n° 12 - 29 juin)
Date de résiliation du contrat de travail
 Date du jugement de liquidation judiciaire
Date de la décision judiciaire prononçant la résiliation du contrat.... **alerte 7** (n° 1 - 17 janvier)

Liquidation judiciaire
Jugement prononçant la résiliation..... **alerte 51** (n° 4 - 28 février)

Modalités de prise en charge
 Mesures d'urgence
Durée..... **alerte 156** (n° 12 - 29 juin)

Salarié inconnu du liquidateur..... **alerte 202** (n° 15 - 28 septembre)

Transmission du relevé des créances salariales à l'AGS
 Relevé sous la seule signature du mandataire judiciaire

Crise de la Covid-19..... **alerte 268** (n° 20 – 14 décembre)

GARANTIE FINANCIÈRE PROFESSIONNELLE

Agence de voyage
Bénéficiaire

Comité d'entreprise..... **alerte 94** (n° 7 - 10 avril)

GROUPE DE SOCIÉTÉS

Responsabilité délictuelle

Action en garantie à l'encontre de la société mère américaine

Compétence du tribunal de la procédure collective de la filiale... **alerte 54** (n° 4 - 28 février)

I

INSAISSABILITÉ LÉGALE

Application de la loi dans le temps... **alerte 36** (n° 3 - 14 février)

INSTANCE EN COURS

Appel en garantie

Constatation et fixation du montant de la créance.....

alerte 75 (n° 6 - 27 mars)

Reprise par le débiteur

Exercice d'un droit propre

Absence de comparution du mandataire à l'instance..... **repère 223** (n° 17 - 26 octobre)
..... **alerte 227** (n° 17 - 26 octobre)

INSTANCE EN RÉFÉRÉ

Cour d'appel

Incompétence

Fixation d'une créance. **alerte 25** (n° 2 – 31 janvier)

INSTANCE PRUD'HOMALE

Instance en cours au jour du jugement arrêtant le plan

Mise en cause du commissaire à l'exécution du plan.....

alerte 95 (n° 7 - 10 avril)

Notion

Instance en cours au jour du jugement d'ouverture (non)..... **alerte 95** (n° 7 - 10 avril)

INTERDICTION DE GÉRER

Absence volontaire de coopération..... **alerte 248** (n° 18 – 17 novembre)

Agissements à des fins personnelles

Caractérisation..... **alerte 256** (n° 19 – 30 novembre)

Dirigeant personne morale

Représentant permanent de la personne morale.....

alerte 56 (n° 4 - 28 février)

Membre du conseil de surveillance d'une société anonyme

..... **alerte 41** (n° 3 - 14 février)

Requête en suspicion légitime

Procédure..... **alerte 85** (n° 6 - 27 mars)

INTERDICTION DES INSCRIPTIONS

Hypothèque judiciaire

Créance indemnitaire..... **alerte 4** (n° 1 - 17 janvier)

INTERDICTION DES PAIEMENTS

Action en paiement contre le débiteur

Pouvoir du juge..... **alerte 213** (n° 16 - 12 octobre)

Dommages-intérêts

Rupture d'un contrat de collaboration libérale

Avocat..... **alerte 266** (n° 20 – 14 décembre)

INTÉRÊT COLLECTIF DES CRÉANCIERS..... **alerte 259** (n° 19 – 30 novembre)

INVENTAIRE ET PRISÉE

Rémunération du commissaire-priseur judiciaire

Absence de prise en charge des frais de transport et de gardiennage de véhicules... **alerte 273** (n° 20 – 14 décembre)

J

JUGE-COMMISSAIRE

Compétence

Admission des créances

Contestation de créance. **alerte 135** (n° 10 - 27 mai)

JUGES CONSULAIRES

Formation initiale et continue

Délai

Prorogation..... **alerte 125** (n° 10 - 27 mai)

L

LICENCIEMENT ÉCONOMIQUE

Cause réelle et sérieuse

Plan de sauvegarde de l'emploi

Annulation de l'homologation

par le Direccte..... **alerte 157** (n° 12 - 29 juin)

Ordonnance du juge-commissaire

Limites de l'autorité de la chose jugée

Détermination de la catégorie

professionnelle de rattachement. **alerte 229** (n° 17 - 26 octobre)

Ordre des licenciements

Contestation

Compétence..... **alerte 158** (n° 12 - 29 juin)

Salarié protégé

Suppression de poste

Contrôle par l'autorité administrative

..... **alerte 27** (n° 2 – 31 janvier)

LIQUIDATEUR AMIABLE

Responsabilité

Faute de gestion

Absence de constitution de provisions

..... **alerte 43** (n° 3 - 14 février)

LIQUIDATEUR JUDICIAIRE

Remplacement

Absence de publicité au RCS

Exercice des voies de recours... **alerte 101** (n° 7 - 10 avril)

Responsabilité civile

Poursuite du bail d'exploitation... **alerte 81** (n° 6 - 27 mars)

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Appel du débiteur

Désistement d'appel

Dessaisissement de la cour

d'appel..... **alerte 24** (n° 2 – 31 janvier)

Arrêt de l'exécution provisoire

Moyens sérieux..... **alerte 55** (n° 4 - 28 février)

Cessation d'activité

Licenciement sans cause réelle et sérieuse

Faute de l'employeur..... **alerte 206** (n° 15 - 28 septembre)

Clôture pour insuffisance d'actif

Non-reprise des poursuites

Saisie-attribution..... **alerte 79** (n° 6 - 27 mars)

Conversion du redressement judiciaire

Impossibilité manifeste de redressement

Caractérisation... **alerte 270** (n° 20 – 14 décembre)

Dessaisissement

Effets

Capacité d'ester en justice..... **repère 87** (n° 7 - 10 avril)

..... **alerte 100** (n° 7 - 10 avril)

Paiement des créanciers

Créance d'intérêts

Autorité de la chose jugée de la

décision d'admission..... **alerte 214** (n° 16 - 12 octobre)

Protection sociale

Portabilité..... **repère 150** (n° 12 - 29 juin)

..... **alerte 161** (n° 12 - 29 juin)

Publicité au BODACC

Numéro de RCS erroné

Responsabilité de l'État..... **alerte 212** (n° 16 - 12 octobre)

Résiliation d'un contrat en cours

Conditions

Nécessité de liquidation judiciaire et absence d'atteinte excessive

aux intérêts du cocontractant. **alerte 251** (n° 19 – 30 novembre)

Résolution du plan

Nécessité de caractériser la cessation des paiements..... **alerte 37** (n° 3 - 14 février)

Rupture du contrat d'apprentissage

Indemnisation forfaitaire..... **alerte 159** (n° 12 - 29 juin)

LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

Conditions d'ouverture

Crise du Covid-19..... **alerte 140** (n° 11 - 15 juin)

LOI N° 2020-290 DU 23 MARS 2020

Mesures d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19

..... **alerte 88** (n° 7 - 10 avril)
 **alerte 89** (n° 7 - 10 avril)
 **alerte 90** (n° 7 - 10 avril)
 **alerte 91** (n° 7 - 10 avril)

M

MANDATAIRE DE JUSTICE

Rémunération

Tarif..... **alerte 83** (n° 6 - 27 mars)

Responsabilité civile

Poursuite du bail d'exploitation..... **alerte 81** (n° 6 - 27 mars)

N

NANTISSEMENT DE COMPTE BANCAIRE

Ouverture d'une procédure collective

Séquestre du solde créateur..... **repère 61** (n° 5 - 13 mars)
 **alerte 66** (n° 5 - 13 mars)

NANTISSEMENT DE FONDS DE COMMERCE

Absence d'inscription

Admission à titre privilégié
 Autorité de la chose jugée..... **alerte 155** (n° 12 - 29 juin)

NULLITÉ DE LA PÉRIODE SUSPECTE

Déclaration notariée d'insaisissabilité

Application de la loi dans le temps..... **alerte 36** (n° 3 - 14 février)

O

OBLIGATION DE RECLASSEMENT

Contenu de la demande de recherche de poste

Demande individualisée..... **alerte 97** (n° 7 - 10 avril)

ORDONNANCE DU JUGE-COMMISSAIRE

Irrecevabilité du recours d'un créancier

Intérêt collectif des créanciers
 Autorisation de distribution de dividendes..... **alerte 259** (n° 19 – 30 novembre)

ORDONNANCE N° 2020-341 DU 27 MARS 2020

Adaptation du droit des entreprises en difficulté

Covid-19..... **repère 103** (n° 8 - 27 avril)

ORDRE DES LICENCIEMENTS

Contestation des critères

Compétence..... **alerte 158** (n° 12 - 29 juin)

Critères d'ordre

Compétence
 Juge prud'homal..... **alerte 229** (n° 17 - 26 octobre)

Non-respect des critères d'ordre

Absence de préjudice
 Absence de dommages-intérêts. **alerte 98** (n° 7 - 10 avril)

OUVERTURE DE LA PROCÉDURE

Respect du contradictoire

Communication de l'avis du ministère public..... **alerte 59** (n° 4 - 28 février)

P

PLAN

Adoption et exécution

Crise du Covid-19..... **alerte 145** (n° 11 - 15 juin)

Apport en trésorerie

Privilège de post money..... **alerte 144** (n° 11 - 15 juin)

PLAN DE CESSION

Cession des contrats

Absence d'excès de pouvoir
 Irrecevabilité du pourvoi en cassation..... **alerte 235** (n° 17 - 26 octobre)

Désignation d'un liquidateur amiable

Voies de recours
 Opposition par tout intéressé devant le tribunal de commerce. **alerte 12** (n° 1 - 17 janvier)

Licenciements

Non-respect de l'ordre des licenciements
 Absence de préjudice..... **alerte 98** (n° 7 - 10 avril)

Procédure d'insolvabilité

Transfert des contrats de travail
 Champ d'application de l'article L. 1224-1..... **alerte 10** (n° 1 - 17 janvier)

Qualité du repreneur

Dirigeant de la société en difficulté
 Ordonnance n° 2020-596..... **alerte 216** (n° 16 - 12 octobre)

Substitution de repreneur

Étendue de la garantie de l'auteur de l'offre
 Paiement des loyers..... **alerte 245** (n° 18 - 17 novembre)

PLAN DE REDRESSEMENT

Adoption

Modalités
 Absence du gérant et du représentant des salariés..... **alerte 162** (n° 12 - 29 juin)

Rejet

Plan fondé sur le seul passif admis..... **alerte 270** (n° 20 - 14 décembre)

PLAN DE SAUVEGARDE

Action en résolution

Qualité pour agir
 Créancier titulaire d'une créance certaine, liquide et exigible. **alerte 120** (n° 9 - 5 mai)

Adoption

Assemblée unique des obligataires
 Contestation des minoritaires..... **repère 115** (n° 9 - 5 mai)
 **alerte 119** (n° 9 - 5 mai)

Consultation des créanciers

Irrégularité de la lettre de consultation
 Point de départ du délai de réponse des créanciers..... **repère 17** (n° 2 - 31 janvier)
 **alerte 28** (n° 2 - 31 janvier)

Contestation

Qualité pour agir
 Obligataires membres de l'assemblée unique des obligataires..... **repère 115** (n° 9 - 5 mai)
 **alerte 119** (n° 9 - 5 mai)

Modification

Tierce-opposition
 Intérêt à agir..... **alerte 60** (n° 4 - 28 février)

PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

Annulation de l'homologation

Action en indemnisation
 Point de départ du délai de prescription..... **alerte 205** (n° 15 - 28 septembre)

Annulation de l'homologation par le Direccte

Indemnisation
 Compétence de la juridiction administrative..... **alerte 157** (n° 12 - 29 juin)

Projet de restructuration

Contestation
 Compétence administrative..... **alerte 243** (n° 18 - 17 novembre)

Risque psychosociaux

Compétence du juge judiciaire... **alerte 9** (n° 1 - 17 janvier)
Transfert des contrats de travail
 Contentieux
 Compétence... **alerte 204** (n° 15 - 28 septembre)

PME

Seuils
 Calcul de l'effectif salarié... **alerte 62** (n° 5 - 13 mars)

PRÊT GARANTI PAR L'ÉTAT

Éligibilité... **alerte 134** (n° 10 - 27 mai)
 Étendue et mise en oeuvre de la garantie de l'État... **alerte 133** (n° 10 - 27 mai)
 Mise en oeuvre de la garantie
 Délai de carence... **alerte 171** (n° 13 - 22 juillet)

PRIVILÈGE DU TRÉSOR

Publicité obligatoire... **alerte 18** (n° 2 - 31 janvier)

PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

Saisie pénale... **alerte 26** (n° 2 - 31 janvier)

PROCÉDURE D'INSOLVABILITÉ

Action en paiement exercée par le syndic de faillite
 Loi applicable
 Champ d'application du règlement n° 1346/2000... **alerte 3** (n° 1 - 17 janvier)

Action paulienne
 Compétence
 Règlement UE n° 1215/2012 du 12 décembre 2012... **alerte 84** (n° 6 - 27 mars)

Compétence
 Vente réalisée dans un autre État que l'État d'ouverture... **alerte 44** (n° 3 - 14 février)

Compétence internationale
 Nécessité de motiver la décision. **alerte 136** (n° 10 - 27 mai)

Plan de cession
 Transfert des contrats de travail
 Champ d'application de l'article L. 1224-1 du Code du travail... **alerte 10** (n° 1 - 17 janvier)

Réalisation de l'actif
 Pouvoirs du syndic anglais
 Bien immobilier situé en France... **alerte 246** (n° 18 - 17 novembre)

Transformations, fusions et scissions... **alerte 20** (n° 2 - 31 janvier)

PROCÉDURES COLLECTIVES

Champ d'application
 Associé d'un GAEC... **alerte 64** (n° 5 - 13 mars)

PROFESSIONS

Tarifs
 Entrée en vigueur... **alerte 126** (n° 10 - 27 mai)

PROTECTION SOCIALE

Portabilité
 Liquidation judiciaire... **repère 150** (n° 12 - 29 juin)
 ... **alerte 161** (n° 12 - 29 juin)

PUBLICITÉ LÉGALE

Aménagement
 Radiation des mentions... **alerte 63** (n° 5 - 13 mars)

Q

QUALITÉ DU DÉBITEUR

Associé d'un GAEC
 Cotisations sociales impayées
 Absence d'éligibilité aux procédures du livre VI du Code de commerce... **alerte 64** (n° 5 - 13 mars)

R

RÉALISATION DE L'ACTIF

Cession de gré à gré
 Ordonnance du juge-commissaire
 Appel de l'acquéreur... **alerte 11** (n° 1 - 17 janvier)

Compétence
 Procédure d'insolvabilité
 Vente réalisée dans un autre État membre que l'État d'ouverture... **alerte 44** (n° 3 - 14 février)

Immeuble

Autorisation du juge-commissaire
 Force de chose jugée... **alerte 99** (n° 7 - 10 avril)
 Vente parfaite... **alerte 99** (n° 7 - 10 avril)

Interdiction d'acquérir

Dirigeant de fait... **alerte 38** (n° 3 - 14 février)

Notification au créancier inscrit

Domicile élu... **alerte 86** (n° 6 - 27 mars)

Procédure d'insolvabilité

Pouvoirs du syndic anglais
 Bien immobilier situé en France... **alerte 246** (n° 18 - 17 novembre)

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS

Mentions relatives aux procédures de sauvegarde ou de redressement judiciaire

Radiation des mentions
 Durée... **alerte 146** (n° 11 - 15 juin)

RÈGLEMENT (CE) N° 1344/2000

Reconnaissance de plein droit

Pouvoirs du syndic (trustee)
 Ordre public... **alerte 246** (n° 18 - 17 novembre)

RÈGLEMENT INSOLVABILITÉ

Compétence exclusive

Action connexe
 Action en matière immobilière
 annexe... **alerte 175** (n° 13 - 22 juillet)

Action révocatoire
 Action connexe en matière immobilière... **alerte 175** (n° 13 - 22 juillet)

RELEVÉ DE FORCLUSION

Admission de la créance dans la même ordonnance

Voies de recours... **alerte 69** (n° 5 - 13 mars)

REPRISE DES POURSUITES INDIVIDUELLES

Autorisation du tribunal de la procédure collective

Autorisation antérieure à la décision de la juridiction saisie... **alerte 71** (n° 5 - 13 mars)

RESPONSABILITÉ DES TIERS

Architecte

Conseil d'une entreprise au maître de l'ouvrage
 Entreprise en redressement judiciaire... **alerte 163** (n° 12 - 29 juin)

RESPONSABILITÉ DU BANQUIER

Banquier dispensateur de crédit

Article L. 650-1 du Code de commerce
 Notion de fraude... **alerte 42** (n° 3 - 14 février)

Champ d'application de l'article L. 650-1 du Code de commerce

Rupture de crédit... **repère 236** (n° 18 - 17 novembre)
 ... **alerte 249** (n° 18 - 17 novembre)

Soutien abusif

Droit de participer aux répartitions en fonction de son rang... **alerte 58** (n° 4 - 28 février)
 Immixtion dans la gestion
 Montant de la condamnation. **alerte 219** (n° 16 - 12 octobre)

Motivation de la condamnation. **alerte 58** (n° 4 - 28 février)

RESPONSABILITÉ DU CRÉANCIER

Bénéfice de subrogation de la caution

Accord entre le créancier et le cessionnaire
 Reprise du stock gagé à vil prix... **alerte 82** (n° 6 - 27 mars)

RESPONSABILITÉ DU LIQUIDATEUR

Demande de résiliation d'un bail

Faute du liquidateur
 Absence de mauvaise foi... **alerte 121** (n° 9 - 5 mai)

RESPONSABILITÉ FISCALE

Délai pour agir... **alerte 29** (n° 2 - 31 janvier)
 ... **alerte 30** (n° 2 - 31 janvier)

Manquements graves et répétés

Accumulation d'une dette fiscale excessive... **alerte 257** (n° 19 - 30 novembre)

RESPONSABILITÉ POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

- Absence de déclaration de cessation des paiements**
 - Simple négligence
Notion..... **alerte 72** (n° 5 - 13 mars)
- Arrêt des poursuites**
 - Arrêt des voies d'exécution
Saisie conservatoire
Mainlevée de la saisie non convertie en saisie attribution..... **alerte 14** (n° 1 - 17 janvier)
- Déclaration tardive de la cessation des paiements**
 - Faute
Lien de causalité. **alerte 181** (n° 14 - 14 septembre)
 - Nécessité d'une dette après l'expiration du délai de 45 jours..... **alerte 181** (n° 14 - 14 septembre)
- Délai d'appel**
 - Dirigeant résidant à l'étranger..... **alerte 261** (n° 19 - 30 novembre)
- Dirigeant personne morale**
 - Représentant permanent de la personne morale..... **alerte 56** (n° 4 - 28 février)
- Éléments de preuve**
 - Pièces d'une instruction pénale..... **alerte 186** (n° 14 - 14 septembre)
- Faute de gestion**
 - Caractérisation..... **alerte 218** (n° 16 - 12 octobre)
 - Simple négligence..... **alerte 183** (n° 14 - 14 septembre)
 - Charge de la preuve
Liquidateur judiciaire..... **alerte 13** (n° 1 - 17 janvier)
 - Insuffisance des fonds propres..... **alerte 182** (n° 14 - 14 septembre)
 - Lien de causalité
Motivation..... **alerte 31** (n° 2 - 31 janvier)
 - Pillage des filiales..... **alerte 255** (n° 19 - 30 novembre)
 - Simple négligence..... **alerte 254** (n° 19 - 30 novembre)
- Liquidation judiciaire**
 - Résolution du plan de redressement
Faute de gestion antérieure à l'ouverture de la procédure collective..... **alerte 57** (n° 4 - 28 février)
- Qualité pour agir**
 - Liquidateur judiciaire
Absence de publication au BODACC du jugement de remplacement..... **alerte 186** (n° 14 - 14 septembre)

RÉTABLISSEMENT PERSONNEL

- Clôture pour insuffisance d'actif**
 - Motivation..... **alerte 192** (n° 14 - 14 septembre)
- Dettes professionnelles**
 - Effacement..... **alerte 198** (n° 15 - 28 septembre)
- Effacement des dettes**
 - Dettes professionnelles..... **alerte 221** (n° 16 - 12 octobre)

RÉTABLISSEMENT PERSONNEL AVEC LIQUIDATION

- Absence de déchéance**
 - Absence d'information de la commission de surendettement
Déménagement et divorce. **alerte 122** (n° 9 - 5 mai)

RÉTABLISSEMENT PROFESSIONNEL

- Conditions d'ouverture**
 - Crise du Covid-19..... **alerte 140** (n° 11 - 15 juin)
- Détermination de l'actif du débiteur**
 - Absence de prise en compte de la résidence principale
Insaisissabilité légale..... **alerte 74** (n° 6 - 27 mars)

REVENDEICATION

- Voies de recours**
 - Personne affectée
Délai pour agir.... **alerte 188** (n° 14 - 14 septembre)

RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

- Licenciement sans cause réelle et sérieuse**
 - Versement anticipé d'indemnités de rupture
Absence de volonté irrévocable de mettre fin au contrat de travail. **alerte 242** (n° 18 - 17 novembre)

S

SAISIE PÉNALE

- Saisie d'une créance**
 - Effet sur la saisie immobilière ayant pour cause cette créance..... **alerte 26** (n° 2 - 31 janvier)

SAISIE-ATTRIBUTION

- Saisie antérieure au jugement d'ouverture**
 - Attribution immédiate
Droit propre du débiteur..... **alerte 234** (n° 17 - 26 octobre)

SALAIRES

- Prescription triennale**
 - Champ d'application
Frais professionnels (non)..... **alerte 8** (n° 1 - 17 janvier)

SALARIÉ

- Cession de fonds de commerce**
 - Liquidation judiciaire
Absence de transfert de plein droit des contrats de travail.... **alerte 198** (n° 15 - 28 septembre)
- Covid-19**
 - Activité partielle de longue durée..... **alerte 195** (n° 15 - 28 septembre)
 - Mise à disposition de personnel et contrats à durée déterminée..... **alerte 194** (n° 15 - 28 septembre)
 - Rappel de salaires
Arrêt de l'exécution provisoire..... **alerte 196** (n° 15 - 28 septembre)
- Notion**
 - Travailleur indépendant..... **alerte 96** (n° 7 - 10 avril)
- Protection sociale**
 - Liquidation judiciaire
Portabilité des garanties..... **repère 150** (n° 12 - 29 juin)
 - . **alerte 161** (n° 12 - 29 juin)

SANCTIONS PROFESSIONNELLES

- Incapacité d'exercer une fonction publique élective**
 - Obligation de motivation. **alerte 184** (n° 14 - 14 septembre)

SAUVEGARDE ACCÉLÉRÉE

- Conditions d'ouverture**
 - Crise du Covid-19..... **alerte 140** (n° 11 - 15 juin)

SITUATION DU CONJOINT

- Éligibilité au surendettement des particuliers.** **alerte 222** (n° 16 - 12 octobre)

SORT DES ASSOCIÉS

- Coopérative**
 - Obligation au passif
Qualité d'associé coopérateur.... **repère 165** (n° 13 - 22 juillet)
 - . **alerte 174** (n° 13 - 22 juillet)

SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS

- Absence de déchéance**
 - Absence d'information de la commission de surendettement
Déménagement et divorce. **alerte 122** (n° 9 - 5 mai)
- Bonne foi**
 - Appréciation souveraine des juges du fond..... **alerte 190** (n° 14 - 14 septembre)
- Déchéance du bénéfice de la procédure**
 - Aggravation de l'endettement des débiteurs
Location-vente d'un véhicule par personne interposée..... **alerte 21** (n° 2 - 31 janvier)
 - Voies de recours
Appel..... **alerte 22** (n° 2 - 31 janvier)
- Dette professionnelle**
 - Notion
Acquisition d'un fonds de commerce exploité par le conjoint. **alerte 176** (n° 13 - 22 juillet)
- Éligibilité**
 - Dette professionnelle
Notion..... **alerte 176** (n° 13 - 22 juillet)
 - Dettes en partie incluses dans la procédure collective de l'époux.... **alerte 222** (n° 16 - 12 octobre)

Dettes professionnelles
Sommes dues au titre du RSI. **alerte 220** (n° 16 - 12 octobre)

Faits nouveaux..... **alerte 191** (n° 14 - 14 septembre)

Nouvelle procédure
Déchéance antérieure..... **alerte 191** (n° 14 - 14 septembre)

Inexécution des mesures recommandées
 Reprise des voies d'exécution..... **alerte 33** (n° 3 - 14 février)

Mesures imposées
 Infirmité du jugement statuant sur ces mesures
Renvoi à la commission de surséance (non). **alerte 262** (n° 19 - 30 novembre)

Voies de recours..... **alerte 262** (n° 19 - 30 novembre)

T

TIERCE OPPOSITION

Conditions de recevabilité

Jugement rendu en fraude des droits du tiers opposant ou moyens propres..... **alerte 258** (n° 19 - 30 novembre)

Jugement arrêtant le plan de sauvegarde

Moyen propre d'un créancier..... **alerte 260** (n° 19 - 30 novembre)

TRANSACTION

Qualité pour transiger

Liquidation judiciaire..... **alerte 77** (n° 6 - 27 mars)

TRIBUNAUX DE COMMERCE

Formation des juges

Délai
Prorogation..... **alerte 125** (n° 10 - 27 mai)

V

VÉRIFICATION DES CRÉANCES

Contestation sérieuse

Ordonnance du juge-commissaire
Absence de mention de la partie devant saisir le juge-compétent. **repère 137** (n° 11 - 15 juin)
 **alerte 142** (n° 11 - 15 juin)

VOIES DE RECOURS

Action en revendication

Requête en déferé
Indivisibilité..... **alerte 15** (n° 1 - 17 janvier)

Appel

Admission au passif
Parties intimées. **alerte 189** (n° 14 - 14 septembre)

Effet dévolutif (non)
Absence de mention des chefs de jugement critiqués..... **alerte 102** (n° 7 - 10 avril)

Non-lieu à statuer
Jugement non avenant..... **alerte 231** (n° 17 - 26 octobre)

Appel du débiteur

Jugement rejetant le plan de redressement et arrêtant le plan de cession
Procédure à jour fixe..... **repère 1** (n° 1 - 17 janvier)

..... **alerte 16** (n° 1 - 17 janvier)

Délai d'appel

Responsabilité pour insuffisance d'actif
Dirigeant résidant à l'étranger..... **alerte 261** (n° 19 - 30 novembre)

Désignation d'un liquidateur amiable

Opposition par tout intéressé devant le tribunal de commerce..... **alerte 12** (n° 1 - 17 janvier)

Effet dévolutif de l'appel

Saisine du tribunal aux fins de conversion du redressement en liquidation judiciaire
Convocation irrégulière du débiteur..... **alerte 233** (n° 17 - 26 octobre)

Irrecevabilité du pourvoi en cassation

Cession des contrats
Absence d'excès de pouvoir..... **alerte 235** (n° 17 - 26 octobre)

Jugement prononçant la liquidation judiciaire

Absence de lien d'indivisibilité avec le ministère public
Absence de nécessité de l'intimer..... **alerte 232** (n° 17 - 26 octobre)

Modification du plan de sauvegarde

Tierce-opposition d'un créancier
Intérêt à agir..... **alerte 60** (n° 4 - 28 février)

Ordonnance du juge-commissaire

Absence de mention de la partie devant saisir le juge-compétent
Erreur de droit..... **repère 137** (n° 11 - 15 juin)
 **alerte 142** (n° 11 - 15 juin)

Cession de gré à gré d'un immeuble
Appel de l'acquéreur..... **alerte 11** (n° 1 - 17 janvier)

Relevé de forclusion et admission de la créance dans la même ordonnance..... **alerte 69** (n° 5 - 13 mars)

Pourvoi en cassation

Administrateur judiciaire
Pourvoi contre l'arrêt annulant le plan..... **alerte 65** (n° 5 - 13 mars)

Revendication

Personne affectée
Délai pour agir..... **alerte 188** (n° 14 - 14 septembre)

Tierce opposition

Conditions de recevabilité
Jugement rendu en fraude des droits du tiers opposant ou moyens propres. **alerte 258** (n° 19 - 30 novembre)

Droit propre du créancier
Saisie-attribution pratiquée avant l'ouverture de la procédure..... **alerte 234** (n° 17 - 26 octobre)

Jugement arrêtant le plan de sauvegarde
Moyen propre d'un créancier. **alerte 260** (n° 19 - 30 novembre)

Point de départ de délai
Report de la date de cessation des paiements..... **alerte 187** (n° 14 - 14 septembre)

Tierce opposition incidente

Étendue de la rétractation ou de la réformation du jugement
Chefs préjudiciables au tiers opposant..... **alerte 45** (n° 3 - 14 février)

2019

Septembre

Cass. 2^e civ., **26 sept. 2019**, n° 18-20.101 (Surenndettement - Notion d'emprunt) **alerte 21** (n° 2 - 31 janvier)

Octobre

TI Saint-Brieuc, **7 oct. 2019**, n° 11-000690 (Responsabilité des tiers) **alerte 43** (n° 3 - 14 février)

Cass. com., **23 oct. 2019**, n° 18-17.926 : JurisData n° 2019-018567 (Voies de recours) **alerte 16** (n° 1 - 17 janvier)

Novembre

Cass. soc., **13 nov. 2019**, n° 18-16.828 : JurisData n° 2019-020073 (Salariés) **alerte 7** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. soc., **14 nov. 2019**, n° 18-13.88 : JurisData n° 2019-020055 (Salariés) **alerte 9** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. soc., **14 nov. 2019**, n° 17-26.822 : JurisData n° 2019-020066 (Plan de cession) **alerte 10** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. com., **14 nov. 2019**, n° 18-15.871 : JurisData n° 2019-020051 (Réalisation de l'actif) **alerte 11** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. com., **14 nov. 2019**, n° 18-20.408 : JurisData n° 2019-020065 (Plan de sauvegarde) **alerte 28** (n° 2 - 31 janvier)

Cass. soc., **20 nov. 2019**, n° 18-20.208 : JurisData n° 2019-020584 (Salariés) **alerte 8** (n° 1 - 17 janvier)

CJUE, **21 nov. 2019**, n° C-198/18 (Action en paiement - Procédure d'insolvabilité) **alerte 3** (n° 1 - 17 janvier)

T. com. Lille Métropole, **26 nov. 2019**, n° 2019009627 (Aides publiques) **alerte 23** (n° 2 - 31 janvier)

Cass. com., **27 nov. 2019**, n° 18-18.194 : JurisData n° 2019-021149 (Cessation des paiements) **alerte 2** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. com., **27 nov. 2019**, n° 13-21.068 : JurisData n° 2019-021147 (Interdiction des inscriptions) **alerte 4** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. com., **27 nov. 2019**, n° 18-13.730 (Déclaration des créances) **alerte 5** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. com., **27 nov. 2019**, n° 18-20.479 : JurisData n° 2019-021150 (Clôture de la procédure) **alerte 12** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. com., **27 nov. 2019**, n° 17-26.634 : JurisData n° 2019-021362 (Responsabilité pour insuffisance d'actif) **alerte 13** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. com., **27 nov. 2019**, n° 18-19.861 : JurisData n° 2019-021148 (Responsabilité pour insuffisance d'actif) **alerte 14** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. com., **27 nov. 2019**, n° 17-28.066 (Voies de recours) **alerte 15** (n° 1 - 17 janvier)

Cass. soc., **27 nov. 2019**, n° 18-10.929 : JurisData n° 2019-021138 (Voies de recours) **alerte 45** (n° 3 - 14 février)

Cass. 2^e civ., **28 nov. 2019**, n° 18-15.333 : JurisData n° 2019-021026 (Salariés) **alerte 6** (n° 1 - 17 janvier)

Décembre

CJUE, **4 déc. 2019**, n° C-493/18 : JurisData n° 2019-023972 (Compétence) **alerte 44** (n° 3 - 14 février)

Cass. 2^e civ., **5 déc. 2019**, n° 18-20.125 (Voies de recours) **alerte 22** (n° 2 - 31 janvier)

Cass. 2^e civ., **5 déc. 2019**, n° 18-22.504 : JurisData n° 2019-021832 (Voies de recours) **alerte 24** (n° 2 - 31 janvier)

Cass. 2^e civ., **5 déc. 2019**, n° 17-23.576 : JurisData n° 2019-021728 (Arrêt des procédures d'exécution) **alerte 26** (n° 2 - 31 janvier)

Cass. com., **11 déc. 2019**, n° 18-19.425 : JurisData n° 2019-022528 (Arrêt des poursuites) **alerte 25** (n° 2 - 31 janvier)

Cass. com., **11 déc. 2019**, n° 18-20.381 : JurisData n° 2019-022533 (Responsabilité pour insuffisance d'actif) **alerte 31** (n° 2 - 31 janvier)

Cass. com., **11 déc. 2019**, n° 18-18.665 : JurisData n° 2019-022394 (Créances antérieures - Créances publiques) **alerte 34** (n° 3 - 14 février)

Cass. soc., **11 déc. 2019**, n° 18-17.707 : JurisData n° 2019-022370 (Salariés) **alerte 52** (n° 4 - 28 février)

CA Rennes, **17 déc. 2019**, n° 18/00109 (Responsabilité fiscale du dirigeant) **alerte 30** (n° 2 - 31 janvier)

Cass. com., **18 déc. 2019**, n° 18-22.132 : JurisData n° 2019-023741 (Responsabilité fiscale du dirigeant) **alerte 29** (n° 2 - 31 janvier)

CA Nîmes, 4^e ch. com., **19 déc. 2019**, n° 18/02204 (Nullités de la période suspecte - DNI) **alerte 36** (n° 3 - 14 février)

CE, **24 déc. 2019**, n° 414371 (Salariés) **alerte 27** (n° 2 - 31 janvier)

2020

Janvier

Cass. com., **8 janv. 2020**, n° 18-16.295 : JurisData n° 2020-000174 (Liquidation judiciaire - Résolution des plans) **alerte 37** (n° 3 - 14 février)

Cass. com., **8 janv. 2020**, n° 18-20.270 : JurisData n° 2020-000146 (Liquidation judiciaire - Réalisation d'actif) **alerte 38** (n° 3 - 14 février)

Cass. com., **8 janv. 2020**, n° 18-21.925 : JurisData n° 2020-000199 (Cautions - Cession d'entreprise) **alerte 40** (n° 3 - 14 février)

Cass. com., **8 janv. 2020**, n° 18-23.991 : JurisData n° 2020-000147 (Dirigeants - Sanctions) **alerte 41** (n° 3 - 14 février)

Cass. com., **8 janv. 2020**, n° 18-21.452 : JurisData n° 2020-000248 (Responsabilité des tiers) **alerte 42** (n° 3 - 14 février)

Cass. com., **8 janv. 2020**, n° 18-20.885 : JurisData n° 2020-000198 (Créanciers antérieurs - Opposabilité de la DNI) **alerte** (n° 4 - 28 février)

Cass. com., **8 janv. 2020**, n° 18-22.606 : JurisData n° 2020-000143 (Vérification des créances - Procédure) **alerte 48** (n° 4 - 28 février)

Cass. soc., **8 janv. 2020**, n° 18-11.172 : JurisData n° 2020-000081 (Salariés) **alerte 49** (n° 4 - 28 février)

Cass. com., **8 janv. 2020**, n° 18-15.027 : JurisData n° 2020-000151 (Sanctions civiles) **alerte 56** (n° 4 - 28 février)

Cass. 2^e civ., **9 janv. 2020**, n° 18-19.846 : JurisData n° 2020-000087 (Surenndettement, inexécution des mesures recommandées homologuées) **alerte 33** (n° 3 - 14 février)

CA Grenoble, ch. com., **9 janv. 2020**, n° 19/02960 (Rétablissement professionnel) **alerte 74** (n° 6 - 27 mars)

Cass. com., **15 janv. 2020**, n° 17-28.127 : JurisData n° 2020-000443 (Contrats en cours) **alerte 67** (n° 5 - 13 mars)

Cass. com., **22 janv. 2020**, n° 18-19.526 (Cautions - Déclaration de créance irrégulière) **alerte 39** (n° 3 - 14 février)

Cass. soc., **22 janv. 2020**, n° 18-25.040 : JurisData n° 2020-000701 (Salariés) **alerte 53** (n° 4 - 28 février)

Cass. soc., **22 janv. 2020**, n° 17-31.266 : JurisData n° 2020-000657 (Salariés) **alerte 54** (n° 4 - 28 février)

Cass. com., **22 janv. 2020**, n° 18-17.030 : JurisData n° 2020-000655 (Responsabilité pour insuffisance d'actif) **alerte 57** (n° 4 - 28 février)

Cass. com., **22 janv. 2020**, n° 18-20.362 : JurisData n° 2020-000966 (Responsabilité du banquier) **alerte 58** (n° 4 - 28 février)

Cass. com., **22 janv. 2020**, n° 18-11.394 : JurisData n° 2020-000909 (Procédure) **alerte 59** (n° 4 - 28 février)

Cass. com., **22 janv. 2020**, n° 16-25.926 : JurisData n° 2020-000891 (Voies de recours) **alerte 60** (n° 4 - 28 février)

Cass. com., **22 janv. 2020**, n° 18-21.647 : JurisData n° 2020-000656 (Créancier nanti sur compte bancaire) **alerte 66** (n° 5 - 13 mars)

Cass. 1^{re} civ., **22 janv. 2020**, n° 19-12.492 : JurisData n° 2020-000837 (Action paulienne) **alerte 70** (n° 5 - 13 mars)

Cass. 1^{re} civ., **22 janv. 2020**, n° 18-21.155, FS-P+B+I : JurisData n° 2020-000640 (Garantie financière professionnelle) **alerte 94** (n° 7 - 10 avril)

Cass. soc., **22 janv. 2020**, n° 17-25.744, F-P+B :
JurisData n° 2020-000646 (*Salariés*) **alerte 95 (n° 7 - 10 avril)**
CA Douai, **27 janv. 2020**, n° 20/00007 (*Liquidation
judiciaire*) **alerte 55 (n° 4 - 28 février)**
Cass. soc., **29 janv. 2020**, n° 18-13.348 : JurisData
n° 2019-003359 (*Salariés*) **alerte 50 (n° 4 - 28 février)**
Cass. soc., **29 janv. 2020**, n° 18-24.607 : JurisData
n° 2020-001103 (*Salariés*) **alerte 51 (n° 4 - 28 février)**
CA Toulouse, 2^e ch., **29 janv. 2020**, n° 19/02433
(*Conditions d'ouverture de la procédure*) **alerte 64 (n° 5 - 13 mars)**
CA Toulouse, 2^e ch., **29 janv. 2020**, n° 19/03346
(*Conditions d'ouverture de la procédure*) **alerte 64 (n° 5 - 13 mars)**
Cass. 2^e civ., **30 janv. 2020**, n° 18-18.922, F-P+B+I :
JurisData n° 2020-001083 (*Liquidation judiciaire -
Clôture*) **alerte 79 (n° 6 - 27 mars)**
Cass. 2^e civ., **30 janv. 2020**, n° 18-22.528 : JurisData
n° 2020-001105 (*Voies de recours*) **alerte 102 (n° 7 - 10 avril)**

Février

Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-19.576 : JurisData
n° 2020-001345 (*Organes*) **alerte 65 (n° 5 - 13 mars)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-19.577 (*Organes*) **alerte 65 (n° 5 - 13 mars)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-19.044 : JurisData
n° 2020-001610 (*Arrêt du cours des intérêts*) **alerte 68 (n° 5 - 13 mars)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-21.754 : JurisData
n° 2020-001341 (*Relevé de forclusion*) **alerte 69 (n° 5 - 13 mars)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-22.569 : JurisData
n° 2020-001342 (*Clôture de la liquidation judiciaire*) **alerte 71 (n° 5 - 13
mars)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-15.072 : JurisData
n° 2020-001611 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 72 (n° 5 -
13 mars)**

Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-23.961, FS-P+B :
JurisData n° 2020-001371 (*Créances postérieures*) **alerte 76 (n° 6 - 27 mars)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-18.461 : JurisData
n° 2020-001612 (*Faillite personnelle*) **alerte 80 (n° 6 - 27 mars)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-21.529, F-P+B : JurisData
n° 2020-001370 (*Responsabilité du liquidateur - Baux
commerciaux*) **alerte 81 (n° 6 - 27 mars)**
Cass. com., **5 févr. 2020**, n° 18-22.533, F-D : JurisData
n° 2020-001601 (*Responsabilité des tiers*) **alerte 82 (n° 6 - 27 mars)**
Cass. com., **26 févr. 2020**, n° 18-21.117, F-D
(*Transaction - Evolution de la procédure*) **alerte 77 (n° 6 - 27 mars)**
Cass. com., **26 févr. 2020**, n° 18-20.859, F-D : JurisData
n° 2020-002602 (*Contrats en cours - Bail commercial*) **alerte 78 (n° 6 - 27
mars)**

Cass. com., **26 févr. 2020**, n° 18-21.144, F-D : JurisData
n° 2020-002727 (*Compétence*) **alerte 84 (n° 6 - 27 mars)**
Cass. com., **26 févr. 2020**, n° 18-21.575, F-P+B :
JurisData n° 2020-002478 (*Voies de recours*) **alerte 86 (n° 6 - 27 mars)**
Cass. soc., **26 févr. 2020**, n° 18-23.084, F-D : JurisData
n° 2020-002491 (*Salariés*) **alerte 97 (n° 7 - 10 avril)**
Cass. soc., **26 févr. 2020**, n° 17-18.136, FS-P+B :
JurisData n° 2020-002441 (*Plan de cession*) **alerte 98 (n° 7 - 10 avril)**
Cass. com., **26 févr. 2020**, n° 18.18.283, F-P+B :
JurisData n° 2020-002474 (*Liquidation judiciaire*) **alerte 100 (n° 7 - 10 avril)**
Cass. com., **26 févr. 2020**, n° 18-19.737 : JurisData
n° 2020-002473 (*Plan de sauvegarde*) **alerte 119 (n° 9 - 5 mai)**
Cass. com., **26 févr. 2020**, n° 18-18.680 : JurisData
n° 2020-002476 (*Plan de sauvegarde*) **alerte 120 (n° 9 - 5 mai)**
Cass. 3^e civ., **27 févr. 2020**, n° 19-10.887, FS-P+B+I :
JurisData n° 2020-002477 (*Créances antérieures -
Instances en cours*) **alerte 75 (n° 6 - 27 mars)**
Cass. 2^e civ., **27 févr. 2020**, n° 18-26.083, F-P+B+I :
JurisData n° 2020-002653 (*Procédure*) **alerte 85 (n° 6 - 27 mars)**
Cass. 2^e civ., **27 févr. 2020**, n° 18-25.160, FPBI :
JurisData n° 2020-002439 (*Surendettement*) **alerte 122 (n° 9 - 5 mai)**

Mars

Cass. soc., **4 mars 2020**, n° 19-13.316, FS-P+B+I :
JurisData n° 2020-002621 (*Salariés*) **alerte 96 (n° 7 - 10 avril)**
Cass. com., **11 mars 2020**, n° 18-25.504, F-D (*Plan de
cession*) **alerte 99 (n° 7 - 10 avril)**

Cass. com., **11 mars 2020**, n° 18-23.502, F-D (*Voies de
recours*) **alerte 101 (n° 7 - 10 avril)**
Cass. com., **11 mars 2020**, n° 18-25.355, F-D : JurisData
n° 2020-003536 (*Responsabilité du liquidateur*) **alerte 121 (n° 9 - 5 mai)**
Cass. com., **11 mars 2020**, n° 18-23.586 : JurisData
n° 2020-003294 (*Compétence*) **alerte 135 (n° 10 - 27 mai)**
Cass. 1^{re} civ., **11 mars 2020**, n° 19-10.657 : JurisData
n° 2020-003269 (*Compétence internationale*) **alerte 136 (n° 10 - 27 mai)**
Cass. com., **11 mars 2020**, n° 18-22.960 (*Extension de
procédure*) **alerte 141 (n° 11 - 15 juin)**
Cass. com., **11 mars 2020**, n° 18-23.586 : JurisData
n° 2020-003294 (*Créanciers antérieurs*) **alerte 142 (n° 11 - 15 juin)**
Cass. soc., **11 mars 2020**, n° 18-26.015 : JurisData
n° 2020-003323 (*Salariés*) **alerte 159 (n° 12 - 29 juin)**
Cass. 2^e civ., **12 mars 2020**, n° 18-20.729 : JurisData
n° 2020-003209 (*Salariés*) **alerte 160 (n° 12 - 29 juin)**
Cass. com., **18 mars 2020**, n° 18-11.675 : JurisData
n° 2020-004396 (*Admission des créances*) **alerte 155 (n° 12 - 29 juin)**
Cass. crim., **18 mars 2020**, n° 18-86.492 : JurisData
n° 2020-004201 (*Sanctions pénales*) **alerte 164 (n° 12 - 29 juin)**
Cass. 3^e civ., **19 mars 2020**, n° 18-25.585 : JurisData
n° 2020-003960 (*Responsabilités des tiers*) **alerte 163 (n° 12 - 29 juin)**
Cass. 2^e civ., **19 mars 2020**, n° 19-10.733, F-P+B+I :
JurisData n° 2020-006858 (*Surendettement*) **alerte 191 (n° 14 - 14
septembre)**

Cass. com., **25 mars 2020**, n° 18-20.078 (*Déclaration de
créance*) **alerte 154 (n° 12 - 29 juin)**
Cass. soc., **25 mars 2020**, n° 18-23.692 : JurisData
n° 2020-004515 (*Salariés*) **alerte 157 (n° 12 - 29 juin)**
Cass. soc., **25 mars 2020**, n° 17-24.491 : JurisData
n° 2020-004591 (*Salariés*) **alerte 158 (n° 12 - 29 juin)**
Cass. 1^{re} civ., **25 mars 2020**, n° 18-17.721 : JurisData
n° 2020-007634 (*Liquidation judiciaire*) **alerte 174 (n° 13 - 22 juillet)**
Cass. com., **25 mars 2020**, n° 16-20.520 : JurisData
n° 2020-007655 (*Procédure d'insolvabilité*) **alerte 175 (n° 13 - 22 juillet)**

Avril

T. com. Dunkerque, **7 avr. 2020**, n° 2020F199
(*Procédure*) **alerte 149 (n° 11 - 15 juin)**
TJ Strasbourg, **14 avr. 2020** (*Procédure*) **alerte 149 (n° 11 - 15 juin)**
T. com. Dunkerque, **14 avr. 2020**, n° 2020F182
(*Procédure*) **alerte 149 (n° 11 - 15 juin)**
T. com. Valenciennes, **27 avr. 2020**, n° 2020002658
(*Procédure*) **alerte 149 (n° 11 - 15 juin)**
T. com. Dunkerque, **28 avr. 2020**, n° 2019F635 (*Plan de
continuation*) **alerte 162 (n° 12 - 29 juin)**
T. com. Lille Métropole, **29 avr. 2020**, n° 2020001281
(*Procédure*) **alerte 149 (n° 11 - 15 juin)**

Mai

CA Douai, ch. 2 sect. 2, **14 mai 2020**, n° 19/05529
(*Sanctions professionnelles*) **alerte 148 (n° 11 - 15 juin)**
Cass. soc., **27 mai 2020**, n° 18-23.963, F-D (*Salariés*) **alerte 202 (n° 15 - 28
septembre)**
Cass. soc., **27 mai 2020**, n° 18-24.531, F-P+B : JurisData
n° 2020-007278 (*Salariés*) **alerte 203 (n° 15 - 28 septembre)**
Cass. soc., **27 mai 2020**, n° 18-20.153 : JurisData
n° 2020-007280 (*Salariés*) **alerte 215 (n° 16 - 12 octobre)**
Cass. soc., **27 mai 2020**, n° 19-12.471 : JurisData
n° 2020-007279 (*Plan de cession*) **alerte 217 (n° 16 - 12 octobre)**
Cass. 2^e civ., **28 mai 2020**, n° 18-26.512 : JurisData
n° 2020-007083 (*Délais et remises*) **alerte 151 (n° 12 - 29 juin)**

Juin

Cass. 2^e civ., **4 juin 2020**, n° 19-13.734 : JurisData
n° 2020-007839 (*Conditions d'éligibilité*) **alerte 176 (n° 13 - 22 juillet)**
Cass. 2^e civ., **4 juin 2020**, n° 19-14.428 : JurisData
n° 2020-007840 (*Sort du dirigeant et de son conjoint*) **alerte 222 (n° 16 - 12
octobre)**
Cass. 2^e civ., **4 juin 2020**, n° 19-13.734 : JurisData
n° 2020-007839 (*Sort du dirigeant et de son conjoint*) **alerte 222 (n° 16 - 12
octobre)**

Table chronologique de jurisprudence

Cass. soc., **10 juin 2020**, n° 18-26.229, FS-P+B :
JurisData n° 2020-008002 (*Salariés*)..... **alerte 204** (n° 15 - 28 septembre)
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 19-13.153, FS-P+B+R :
JurisData n° 2020-008536 (*Créanciers antérieurs - Déclaration de créance*)..... **alerte 178** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 18-11.737, F-P+B :
JurisData n° 2020-008532 (*Dirigeants - Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 181** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 19-10.341, F-P+B :
JurisData n° 2020-008534 (*Dirigeants - Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 182** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 18-18.321, F-D : JurisData n° 2020-008545 (*Dirigeants - Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 183** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 18-25.262, F-P+B :
JurisData n° 2020-008537 (*Voies de recours*)..... **alerte 187** (n° 14 - 14 septembre)

Cass. com., **17 juin 2020**, n° 19-10.464, F-P+B :
JurisData n° 2020-008533 (*Qualité du débiteur*)..... **alerte 199** (n° 15 - 28 septembre)

Cass. com., **17 juin 2020**, n° 18-22.747 : JurisData n° 2020-008535 (*Conditions d'ouverture*)..... **alerte 210** (n° 16 - 12 octobre)
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 18-19.069 (*Conditions d'ouverture*)..... **alerte 211** (n° 16 - 12 octobre)
Cass. com., **17 juin 2020**, n° 18-24.100 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 218** (n° 16 - 12 octobre)
Cass. com., **24 juin 2020**, n° 19-14.098 (*Dépôt des comptes annuels*)..... **alerte 224** (n° 17 - 26 octobre)
Cass. crim., **24 juin 2020**, n° 18-85.540 : JurisData n° 2020-008684 (*Dessaisissement*)..... **alerte 228** (n° 17 - 26 octobre)

Juillet

Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 19-10.331, F-P+B :
JurisData n° 2020-009324 (*Créanciers antérieurs - Traitement des intérêts*)..... **alerte 179** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 19-11.623, F-D (*Créanciers antérieurs - Traitement des intérêts*)..... **alerte 180** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 18-17.786, F-P+B :
JurisData n° 2020-009322 (*Dirigeants - Sanctions professionnelles*)..... **alerte 184** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 18-24.979, F-P+B :
JurisData n° 2020-009321 (*Sûreté réelle pour autrui - Clôture de la procédure*)..... **alerte 185** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 19-12.050, F-D : JurisData n° 2020-009925 (*Procédure - Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 186** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 19-10.499, F-D (*Voies de recours*)..... **alerte 188** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 18-25.487, F-P+B :
JurisData n° 2020-009323 (*Compensation*)..... **alerte 200** (n° 15 - 28 septembre)

Cass. soc., **1^{er} juill. 2020**, n° 18-24.023, F-D : JurisData n° 2020-009331 (*Salariés*)..... **alerte 201** (n° 15 - 28 septembre)
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 18-25.522, F-P+B :
JurisData n° 2020-009318 (*Compétence*)..... **alerte 207** (n° 15 - 28 septembre)
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 18-24.677 (*Conditions d'ouverture*)..... **alerte 209** (n° 16 - 12 octobre)
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 19-11.658 : JurisData n° 2020-009927 (*Arrêt des poursuites*)..... **alerte 213** (n° 16 - 12 octobre)
Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 19-10.331 : JurisData n° 2020-009324 (*Admission des créances*)..... **alerte 214** (n° 16 - 12 octobre)
Cass. 1^{er} civ., **1^{er} juill. 2020**, n° 18-26.350 : JurisData n° 2020-009926 (*Responsabilité du banquier*)..... **alerte 219** (n° 16 - 12 octobre)

Cass. com., **1^{er} juill. 2020**, n° 19-11.134 : JurisData n° 2020-009325 (*Dessaisissement*)..... **alerte 227** (n° 17 - 26 octobre)
Cass. 2^e civ., **2 juill. 2020**, n° 9-14.855, F-P+B+I :
JurisData n° 2020-009391 (*Voies de recours*)..... **alerte 189** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. 2^e civ., **2 juill. 2020**, n° 18-26.213, F-P+B+I :
JurisData n° 2020-009297 (*Surendettement*)..... **alerte 190** (n° 14 - 14 septembre)

Cass. 2^e civ., **2 juill. 2020**, n° 19-15.736, F-P+B+I :
JurisData n° 2020-009941 (*Rétablissement personnel - Clôture de la procédure*)..... **alerte 192** (n° 14 - 14 septembre)
Cass. 2^e civ., **2 juill. 2020**, n° 19-15.959 (*Sort du dirigeant et de son conjoint*)..... **alerte 220** (n° 16 - 12 octobre)
CA Versailles, **2 juill. 2020**, n° 20/00175 (*Prévention des difficultés*)..... **alerte 196** (n° 15 - 28 septembre)
Cass. soc., **8 juill. 2020**, n° 18-25.352, FS-P+B : JurisData n° 2020-009788 (*Salariés*)..... **alerte 205** (n° 15 - 28 septembre)
Cass. soc., **8 juill. 2020**, n° 18-26.140, FS-P+B : JurisData n° 2020-009808 (*Liquidation judiciaire*)..... **alerte 206** (n° 15 - 28 septembre)
Cass. com., **15 juill. 2020**, n° 17-16.200 : JurisData n° 2020-010191 (*Réalisation de l'actif - Procédure d'insolvabilité*)..... **alerte 246** (n° 18 - 17 novembre)

Septembre

Cass. 1^{er} civ., **2 sept. 2020**, n° 19-19.098 : JurisData n° 2020-012848 (*Conditions d'ouverture*)..... **alerte 212** (n° 16 - 12 octobre)
Cass. com., **9 sept. 2020**, n° 19-10.206 : JurisData n° 2020-012917 (*Créances antérieures - Prescription*)..... **alerte 225** (n° 17 - 26 octobre)
Cass. com., **9 sept. 2020**, n° 18-25.365 : JurisData n° 2020-012889 (*Voies de recours*)..... **alerte 231** (n° 17 - 26 octobre)
Cass. com., **9 sept. 2020**, n° 18-26.824 : JurisData n° 2020-012896 (*Voies de recours*)..... **alerte 232** (n° 17 - 26 octobre)
T. com. Marseille, **14 sept. 2020**, n° 2020L01979 (*Plan de cession*)..... **alerte 216** (n° 16 - 12 octobre)
Cass., **16 sept. 2020**, n° 19-14.078 : JurisData n° 2020-013392 (*Salariés*)..... **alerte 229** (n° 17 - 26 octobre)
Cass. com., **23 sept. 2020**, n° 19-15.122 : JurisData n° 2020-014759 (*Séquestre conventionnel*)..... **alerte 226** (n° 17 - 26 octobre)
Cass. com., **23 sept. 2020**, n° 19-13.378 : JurisData n° 2020-014744 (*Cautions*)..... **alerte 230** (n° 17 - 26 octobre)
Cass. com., **23 sept. 2020**, n° 18-26.085 (*Voies de recours*)..... **alerte 233** (n° 17 - 26 octobre)
Cass. com., **23 sept. 2020**, n° 18-26.280 : JurisData n° 2020-014754 (*Voies de recours*)..... **alerte 235** (n° 17 - 26 octobre)
Cass. com., **23 sept. 2020**, n° 18-21.351 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 247** (n° 18 - 17 novembre)
Cass. com., **23 sept. 2020**, n° 19-12.545 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*)..... **alerte 248** (n° 18 - 17 novembre)
Cass. com., **23 sept. 2020**, n° 19-12.542 : JurisData n° 2020-014757 (*Responsabilité du banquier*)..... **alerte 249** (n° 18 - 17 novembre)
Cass. com., **23 sept. 2020**, n° 18-23.221 : JurisData n° 2020-014741 (*Responsabilité du banquier*)..... **alerte 249** (n° 18 - 17 novembre)
Cass. soc., **30 sept. 2020**, n° 17-26.116 : JurisData n° 2020-015294 (*Salariés*)..... **alerte 242** (n° 18 - 17 novembre)
Cass. soc., **30 sept. 2020**, n° 19-13.714 : JurisData n° 2020-014952 (*Salariés*)..... **alerte 243** (n° 18 - 17 novembre)

Octobre

Cass. 2^e civ., **1^{er} oct. 2020**, n° 19-14.746 : JurisData n° 2020-015331 (*Voies de recours*)..... **alerte 261** (n° 19 - 30 novembre)
Cass. 2^e civ., **1^{er} oct. 2020**, n° 19-15.613 : JurisData n° 2020-015330 (*Surendettement*)..... **alerte 262** (n° 19 - 30 novembre)
Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-14.126 (*Voies de recours*)..... **alerte 234** (n° 17 - 26 octobre)
Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-14.807 : JurisData n° 2020-015782 (*Administration de l'entreprise*)..... **alerte 239** (n° 18 - 17 novembre)
Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-14.422 : JurisData n° 2020-015811 (*Arrêt des poursuites*)..... **alerte 240** (n° 18 - 17 novembre)
Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-13.560 : JurisData n° 2020-015781 (*Arrêt des poursuites*)..... **alerte 241** (n° 18 - 17 novembre)
Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-11.759 : JurisData n° 2020-015890 (*Plan de cession*)..... **alerte 245** (n° 18 - 17 novembre)
Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-10.685 : JurisData n° 2020-015874 (*Contrats en cours*)..... **alerte 251** (n° 19 - 30 novembre)
Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-10.685 : JurisData n° 2020-015874 (*Contrats en cours*)..... **alerte 252** (n° 19 - 30 novembre)

Table chronologique de jurisprudence

Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-14.388 : JurisData
n° 2020-015879 (*Contrats en cours*) **alerte 252** (n° 19 – 30 novembre)

Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-14.755 : JurisData
n° 2020-015880 (*Arrêt des voies d'exécution*) **alerte 253** (n° 19 – 30 novembre)

Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-11.418 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 255** (n° 19 – 30 novembre)

Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-11.343 (*Voies de recours*) **alerte 258** (n° 19 – 30 novembre)

Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-12.996, F-P+B : JurisData
n° 2020-015779 (*Créances postérieures - Droits propres du débiteur dessaisi*) **alerte 269** (n° 20 – 14 décembre)

Cass. com., **7 oct. 2020**, n° 19-10.874, F-D (*Conversion en liquidation judiciaire*) **alerte 270** (n° 20 – 14 décembre)

Cass. soc., **14 oct. 2020**, n° 18-24.311 : JurisData
n° 2020-016299 (*Plan de cession*) **alerte 244** (n° 18 – 17 novembre)

Cass. com., **14 oct. 2020**, n° 18-19.154 (*Responsabilité fiscale*) **alerte 257** (n° 19 – 30 novembre)

Cass. com., **21 oct. 2020**, n° 18-25.909 : JurisData
n° 2020-016949 (*Responsabilité pour insuffisance d'actif*) **alerte 254** (n° 19 – 30 novembre)

Cass. com., **21 oct. 2020**, n° 19-14.138 : JurisData
n° 2020-016950 (*Interdiction de gérer*) **alerte 256** (n° 19 – 30 novembre)

Cass. com., **21 oct. 2020**, n° 19-11.735 : JurisData
n° 2020-016942 (*Voies de recours*) **alerte 259** (n° 19 – 30 novembre)

Cass. com., **21 oct. 2020**, n° 18-23.749 : JurisData
n° 2020-016941 (*Voies de recours*) **alerte 260** (n° 19 – 30 novembre)

Cass. 1^{re} civ., **21 oct. 2020**, n° 19-11.459, F-P+B :
JurisData n° 2020-016684 (*Créances antérieures - Interdiction des paiements*) **alerte 266** (n° 20 – 14 décembre)

Cass. com., **21 oct. 2020**, n° 19-15.545, F-P+B :
JurisData n° 2020-016745 (*Extension d'une liquidation judiciaire - Clôture pour extinction de passif*) **alerte 271** (n° 20 – 14 décembre)

Cass. com., **21 oct. 2020**, n° 19-14.894, F-P+B :
JurisData n° 2020-016770 (*Liquidation judiciaire - Reprise*) **alerte 272** (n° 20 – 14 décembre)

Cass. com., **21 oct. 2020**, n° 19-17.434, F-P+B :
JurisData n° 2020-016769 (*Frais de justice*) **alerte 273** (n° 20 – 14 décembre)

Cass. com., **21 oct. 2020**, n° 19-15.171, F-P+B :
JurisData n° 2020-016771 (*Compétence*) **alerte 276** (n° 20 – 14 décembre)

Novembre

CA Versailles, 13^e ch, **3 nov. 2020**, n° 19/06944
(*Créances antérieures - Déclaration*) **alerte 267** (n° 20 – 14 décembre)

2019

Novembre

dir. n° 2019/2121, **27 nov. 2019**, modifiant la directive (UE) 2017/1132 en ce qui concerne les transformations, fusions et scissions transfrontalières (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE) : JOUE n° L 321, 12 déc. 2019, p. 1 (*Procédure d'insolvabilité - Transformations, fusions et scissions*) **alerte 20 (n° 2 - 31 janvier)**

Décembre

D. n° 2019-1339, **11 déc. 2019**, relatif à l'expérimentation prévue à l'article 106 de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice : JO 13 déc. 2019, texte n° 2 (*Compétence*) **alerte 19 (n° 2 - 31 janvier)**

D. n° 2019-1473, **26 déc. 2019**, relatif aux modalités de mise en œuvre de la publicité obligatoire du privilège du Trésor pour les créances mentionnées à l'article 1929 quater du code général des impôts et aux articles 379 et 379 bis du code des douanes : JO 28 déc. 2019, texte n° 57 (*Privilège du Trésor*) **alerte 18 (n° 2 - 31 janvier)**

L. n° 2019-1479, **28 déc. 2019**, de finances pour 2020 : JO 29 déc. 2019, texte n° 1 (*Créanciers publics*) **alerte 35 (n° 3 - 14 février)**

2020

Février

D. n° 2020-100, **7 févr. 2020**, fixant les modalités de calcul du seuil d'effectif salarié dans le Code de commerce et le décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 : JO 8 févr. 2020, texte n° 2 (*Seuils*) **alerte 62 (n° 5 - 13 mars)**

D. n° 2020-101, **7 févr. 2020**, fixant les modalités de calcul du seuil d'effectif salarié dans le Code de commerce : JO 8 févr. 2020, texte n° 3 (*Seuils*) **alerte 62 (n° 5 - 13 mars)**

D. n° 2020-106, **10 févr. 2020**, relatif à des formalités de publicité légale en matière de droit commercial : JO 11 févr. 2020, texte n° 3 (*Publicité légale*) **alerte 63 (n° 5 - 13 mars)**

A., **28 févr. 2020** : JO 1^{er} mars 2020, texte n° 20 (*Mandataires de justice*) **alerte 83 (n° 6 - 27 mars)**

D. n° 2020-179, **28 févr. 2020** : JO 29 févr. 2020, texte n° 22 (*Mandataires de justice*) **alerte 83 (n° 6 - 27 mars)**

Mars

L. n° 2020-290, **23 mars 2020**, d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 : JO 24 mars 2020, texte n° 2 (*Mesures gouvernementales*) **alerte 88 (n° 7 - 10 avril)**
 **alerte 89 (n° 7 - 10 avril)**
 **alerte 90 (n° 7 - 10 avril)**
 **alerte 91 (n° 7 - 10 avril)**

L. n° 2020-290, **23 mars 2020**, d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 : JO 24 mars 2020, texte n° 2 (*Généralités*) **alerte 104 (n° 8 - 27 avril)**

A., **23 mars 2020**, accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 4 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 : JO 24 mars 2020, texte n° 10 et rect. JO 25 mars 2020, texte n° 12 (*Soutien aux entreprises en difficulté*) **alerte 107 (n° 8 - 27 avril)**

L. n° 2020-289, **23 mars 2020**, de finances rectificative pour 2020 : JO 24 mars 2020, texte n° 1 (*Soutien aux entreprises en difficulté*) **alerte 107 (n° 8 - 27 avril)**

D. n° 2020-293, **23 mars 2020**, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire : JO 24 mars 2020, texte n° 7 (*Salariés*) **alerte 112 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-304, **25 mars 2020**, portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux contrats de syndic de copropriété : JO 26 mars 2020, texte 5 (*Procédure*) **alerte 114 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-306, **25 mars 2020**, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période : JO 26 mars 2020, texte n° 9 (*Procédure*) **alerte 113 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-306, **25 mars 2020**, relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période : JO 26 mars 2020, texte n° 9 et rect. JO 28 mars 2020, texte n° 5 (*Covid-19*) **alerte 166 (n° 13 - 22 juillet)**

Ord. n° 2020-312, **25 mars 2020**, relative à la prolongation des droits sociaux : JO 26 mars 2020, texte n° 28 (*Soutien aux entreprises en difficulté*) **alerte 107 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-312, **25 mars 2020**, relative à la prorogation des droits sociaux : JO 26 mars 2020, texte n° 28 (*Salariés*) **alerte 111 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-316, **25 mars 2020**, relative au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de Covid-19 : JO 26 mars 2020, texte n° 37 (*Soutien aux entreprises en difficulté*) **alerte 107 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-317, **25 mars 2020**, portant création d'un fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid 19 et des mesures prises pour limiter cette propagation : JO 26 mars 2020, texte n° 39 (*Soutien aux entreprises en difficulté*) **alerte 107 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-318, **25 mars 2020**, portant adaptation des règles relatives à l'établissement, l'arrêt, l'audit, la revue, l'approbation et la publication des comptes et des autres documents et informations que les personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé sont tenues de déposer ou publier dans le contexte de l'épidémie de Covid-19 : JO 26 mars 2020, texte n° 41 (*Droit des sociétés*) **alerte 108 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-319, **25 mars 2020**, portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de Covid-19 : JO 26 mars 2020, texte n° 43 (*Contrats et marchés publics*) **alerte 110 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-321, **25 mars 2020**, portant adaptation des règles de réunion et de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé en raison de l'épidémie de Covid-19 : JO 26 mars 2020, texte n° 47 (*Droit des sociétés*) **alerte 109 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-322, **25 mars 2020**, adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation : JO 26 mars 2020, texte n° 50 (*Soutien aux entreprises en difficulté*) **alerte 107 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-322, **25 mars 2020**, adaptant temporairement les conditions et modalités d'attribution de l'indemnité complémentaire prévue à l'article L. 1226-1 du code du travail et modifiant, à titre exceptionnel, les dates limites et les modalités de versement des sommes versées au titre de l'intéressement et de la participation : JO 26 mars 2020, texte n° 50 (*Salariés*) **alerte 111 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-323, **25 mars 2020**, portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos : JO 26 mars 2020, texte n° 52 (*Salariés*) **alerte 112 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-324, **25 mars 2020**, portant mesures d'urgence en matière de revenus de remplacement mentionnés à l'article L. 5421-2 du Code du travail : JO 26 mars 2020, texte n° 54 (*Salariés*) **alerte 111 (n° 8 - 27 avril)**

D. n° 2020-325, **25 mars 2020**, relatif à l'activité partielle : JO 26 mars 2020, texte n° 55 et rect. JO 27 mars 2020, texte n° 28 (*Soutien aux entreprises en difficulté*) **alerte 107 (n° 8 - 27 avril)**

D. n° 2020-325, **25 mars 2020**, relatif à l'activité partielle : JO 26 mars 2020, texte n° 55 et rect. JO 27 mars 2020, texte n° 28 (*Salariés*) **alerte 111 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-330, **25 mars 2020**, relative aux mesures de continuité budgétaire, financière et fiscale des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 : JO 26 mars 2020, texte n° 75 (*Aides publiques*) **alerte 106 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-341, **27 mars 2020**, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale : JO 28 mars 2020, texte n° 3 (*Adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises*) **alerte 105 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-341, **27 mars 2020**, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale, art. 1^{er}, IV : JO 28 mars 2020, texte n° 3 (*Procédure*) **alerte 113 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-341, **27 mars 2020**, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale : JO 28 mars 2020, texte n° 3 (*Procédure*) **alerte 114 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-341, **27 mars 2020**, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale : JO 28 mars 2020, texte n° 3 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **alerte 128 (n° 10 - 27 mai)**

Ord. n° 2020-341, **27 mars 2020**, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles à l'urgence sanitaire et modifiant certaines dispositions de procédure pénale : JO 28 mars 2020, texte n° 3 (*Covid-19*) **alerte 166 (n° 13 - 22 juillet)**

D. n° 2020-361, **27 mars 2020**, portant modification du décret n° 2019-797 du 26 juillet 2019 modifié relatif au régime d'assurance chômage : JO 29 mars 2020, texte n° 14 (*Salariés*) **alerte 111 (n° 8 - 27 avril)**

D. n° 2020-371, **30 mars 2020**, relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation : JO 31 mars 2020, texte n° 29 (*Soutien aux entreprises en difficulté*) **alerte 107 (n° 8 - 27 avril)**

D. n° 2020-378, **31 mars 2020**, relatif au paiement des loyers, des factures d'eau, de gaz et d'électricité afférents aux locaux professionnels des entreprises dont l'activité est affectée par la propagation de l'épidémie de Covid-19 : JO 1^{er} avr. 2020, texte n° 26 (*Soutien aux entreprises en difficulté*) **alerte 107 (n° 8 - 27 avril)**

Avril

Ord. n° 2020-385, **1^{er} avr. 2020**, modifiant la date limite et les conditions de versement de la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat : JO 2 avr. 2020, texte n° 17 (*Salariés*) **alerte 111 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-389, **1^{er} avr. 2020**, portant mesures d'urgence relatives aux instances représentatives du personnel : JO 2 avr. 2020, texte n° 25 (*Salariés*) **alerte 112 (n° 8 - 27 avril)**

D. n° 2020-394, **2 avr. 2020**, modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation : JO 3 avr. 2020, texte n° 10 (*Soutien aux entreprises en difficulté*) **alerte 107 (n° 8 - 27 avril)**

Ord. n° 2020-427, **15 avr. 2020**, portant diverses dispositions en matière de délais pour faire face à l'épidémie de covid-19, art. 2 et 4 : JO 16 avr. 2020, texte n° 2 (*Délais*) **alerte 118 (n° 9 - 5 mai)**

D. n° 2020-433, **16 avr. 2020**, modifiant le décret n° 2020-371 du 30 mars 2020 relatif au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation : JO 17 avr. 2020, texte n° 33 (*Aides publiques*) **alerte 117 (n° 9 - 5 mai)**

A., **17 avr. 2020**, portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 : JO 21 avr. 2020, texte n° 6 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **alerte 133 (n° 10 - 27 mai)**

Ord. n° 2020-460, **22 avr. 2020**, portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 : JO 23 avr. 2020, texte n° 15 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **alerte 127 (n° 10 - 27 mai)**
alerte 129 (n° 10 - 27 mai)
alerte 131 (n° 10 - 27 mai)

L. n° 2020-473, **25 avr. 2020**, de finances rectificative pour 2020 : JO 26 avr. 2020, texte n° 1 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **alerte 130 (n° 10 - 27 mai)**
alerte 132 (n° 10 - 27 mai)
alerte 134 (n° 10 - 27 mai)

L. n° 2020-473, **25 avr. 2020**, de finances rectificative pour 2020 : JO 26 avr. 2020, texte n° 1 (*Créanciers publics - Contrats en cours*) **alerte 143 (n° 11 - 15 juin)**

D. n° 2020-482, **27 avr. 2020**, relatif à la prorogation exceptionnelle des délais de formation obligatoire des conseillers prud'hommes et des juges des tribunaux de commerce : JO 29 avr. 2020, texte n° 1 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **alerte 125 (n° 10 - 27 mai)**

A., **28 avr. 2020**, modifiant A. 28 févr. 2020 fixant les tarifs réglementés des professions réglementées du droit : JO 29 avr. 2020, texte n° 19 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **alerte 126 (n° 10 - 27 mai)**

Mai

A., **6 mai 2020**, portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 de finances rectificative pour 2020 : JO 7 mai 2020, texte n° 12 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **alerte 133 (n° 10 - 27 mai)**
alerte 134 (n° 10 - 27 mai)

L. n° 2020-546, **11 mai 2020**, prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions : JO 12 mai 2020, texte n° 1 (*Crise du Covid-19 - Mesures d'urgence*) **alerte 124 (n° 10 - 27 mai)**

Ord. n° 2020-560, **13 mai 2020**, fixant les délais applicables à diverses procédures pendant la période d'urgence sanitaire : JO 14 mai 2020, texte n° 25 (*Délais et remises*) **alerte 152 (n° 12 - 29 juin)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020**, texte n° 8 (*Alerte*) **alerte 138 (n° 11 - 15 juin)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020**, texte n° 8 (*Conciliation*) **alerte 139 (n° 11 - 15 juin)**

Table chronologique des textes

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020** : JO 21 mai 2020, texte n° 8 (*Sauvegardes accélérées - LJS - Rétablissement professionnel*) **alerte 140 (n° 11 - 15 juin)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020** : JO 21 mai 2020, textes n° 7 et 8 (*Plans de sauvegarde et de redressement*) **alerte 144 (n° 11 - 15 juin)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020** : JO 21 mai 2020, texte n° 8 (*Plans de sauvegarde et de redressement*) **alerte 145 (n° 11 - 15 juin)**
..... **alerte 146 (n° 11 - 15 juin)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020** : JO 21 mai 2020, texte n° 8 (*Cession d'entreprise*) **alerte 147 (n° 11 - 15 juin)**

Ord. n° 2020-596, **20 mai 2020**, portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises et des exploitations agricoles aux conséquences de l'épidémie de covid-19 : JO 21 mai 2020, texte n° 8 (*Salariés*) **alerte 156 (n° 12 - 29 juin)**

A., **26 mai 2020**, portant modification de l'arrêté du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'État aux établissements de crédit et sociétés de financement en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 de finances rectificative pour 2020 : JO 28 mai 2020, texte n° 29 (*Covid-19*) **alerte 171 (n° 13 - 22 juillet)**

Juin

D. n° 2020-695, **8 juin 2020**, relatif au fonctionnement du dispositif d'aide financière à destination des cirques animaliers, des parcs zoologiques, des refuges et de tout autre établissement apparenté à un cirque animalier ou à un parc zoologique : JO 9 juin 2020, texte n° 5 (*Covid-19*) **alerte 169 (n° 13 - 22 juillet)**

Ord. n° 2020-705, **10 juin 2020**, relative au fonds de solidarité à destination des entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques, financières et sociales de la propagation de l'épidémie de Covid-19 et des mesures prises pour limiter cette propagation : JO 11 juin 2020, texte n° 18 (*Covid-19*) **alerte 168 (n° 13 - 22 juillet)**

D. n° 2020-712, **12 juin 2020**, relatif à la création d'un dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées par la crise de Covid-19 : JO 13 juin 2020, texte n° 17 (*Covid-19*) **alerte 170 (n° 13 - 22 juillet)**

L. n° 2020-734, **17 juin 2020** : JO 18 juin 2020, texte n° 1 (*Prévention des difficultés*) **alerte 194 (n° 15 - 28 septembre)**

L. n° 2020-734, **17 juin 2020** : JO 18 juin 2020, texte n° 1 (*Redressement et liquidation judiciaires des entreprises*) **alerte 198 (n° 15 - 28 septembre)**

L. n° 2020-734, **17 juin 2020**, relative à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne : JO 18 juin 2020, texte n° 1 (*Sort du dirigeant et de son conjoint*) **alerte 221 (n° 16 - 12 octobre)**

Ord. n° 2020-738, **17 juin 2020**, portant diverses mesures en matière de commande publique : JO 18 juin 2020 texte n° 14 (*Covid-19*) **alerte 173 (n° 13 - 22 juillet)**

Ord. n° 2020-740, **17 juin 2020**, relative à l'octroi d'avances en compte courant aux entreprises en difficulté par les organismes de placement collectif de capital investissement et les sociétés de capital-risque : JO 18 juin 2020, texte n° 18 (*Covid-19*) **alerte 172 (n° 13 - 22 juillet)**

D. n° 2020-765, **23 juin 2020**, fixant la date d'entrée en vigueur du I de l'article 1^{er} de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020 : JO 24 juin 2020, texte n° 12 (*Covid-19*) **alerte 167 (n° 13 - 22 juillet)**

Juillet

D. n° 2020-926, **28 juill. 2020** : JO 30 juill. 2020, texte n° 37 (*Prévention des difficultés*) **alerte 195 (n° 15 - 28 septembre)**

Août

D. n° 2020-987, **6 août 2020** : JO 7 août 2020, texte n° 12 (*Prévention des difficultés*) **alerte 197 (n° 15 - 28 septembre)**

A., **7 août 2020** : JO 11 août 2020, texte n° 11 (*Prévention des difficultés*) **alerte 197 (n° 15 - 28 septembre)**

Novembre

Ord. n° 2020-1400, **18 nov. 2020**, portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés : JO 19 nov. 2020, texte n° 33 (*Procédure*) **alerte 274 (n° 20 - 14 décembre)**

Ord. n° 2020-1443, **25 nov. 2020** : art. 1^{er} et 4 : JO 26 nov. 2020, texte n° 30 (*Conciliation*) **alerte 264 (n° 20 - 14 décembre)**

Ord. n° 2020-1443, **25 nov. 2020** : JOF 26 nov. 2020, texte n° 30 (*Créances salariales - AGS*) **alerte 268 (n° 20 - 14 décembre)**

Ord. n° 2020-1443, **25 nov. 2020** : JO 26 nov. 2020, texte n° 30 (*Procédure*) **alerte 275 (n° 20 - 14 décembre)**

© LexisNexis SA 2020

Cette œuvre est protégée par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment par celles de ses dispositions relatives à la propriété littéraire et artistique et aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive de LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de toute autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

Avertissement de l'Éditeur : " Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cette revue sont formellement interdits "